

第4章 フランス

1 Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

Article premier

Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

2 Code de l'action sociale et des famille

Article L114

Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant.

3 Code Pénal

Article 225-1

Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Constitue également une discrimination toute distinction opérée entre les personnes morales à raison de l'origine, du sexe, de la situation de famille, de l'apparence physique, du patronyme, de l'état de santé, du handicap, des caractéristiques génétiques, des mœurs, de l'orientation sexuelle, de l'âge, des opinions politiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée des membres ou de certains membres de ces personnes morales.

Article 225-2

La discrimination définie à l'article 225-1, commise à l'égard d'une personne physique ou morale, est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 Euros d'amende lorsqu'elle consiste :

1 人及び市民の権利宣言 (1789 年)

第 1 条 自由及び権利の平等

人は、自由、かつ、権利において平等なものとして生まれ、生存する。社会的差別は、共同の利益に基づくものでなければ、設けられない(『解説世界憲法集(第4版)』284頁)。

2 社会福祉・家族法典

L.114 条

本法において、障害 (handicap) とは、身体、感覚器官、知能、認知、精神の機能の 1 つ若しくは複数の実質的、永続的、決定的悪化、重複障害 (polyhandicap)、又は、障害を生じさせる健康上のトラブルを理由として、人がその環境の中で被る活動の制限 (limitation)、又は、社会生活への参加の制約 (restriction) を言う。

3 刑法典

第 225-1 条

出自、性別、家族状況、妊娠、身体的外観、姓、健康状態、障害、遺伝的特徴、習慣、性的指向、年齢、政治的信条、組合活動、特定の民族、国家、人種又は宗教への実際又は想定上の帰属又は非帰属を理由に、自然人の間でおこなわれる区別はすべて、差別に当たる。

法人の構成員又は構成員の一部の出自、性別、家族状況、身体的外観、姓、健康状態、障害、遺伝的特徴、習慣、性的指向、年齢、政治的信条、組合活動、特定の民族、国家、人種又は宗教への実際又は想定上の帰属又は非帰属を理由に、法人間でおこなわれる区別もすべて、差別に当たる。

第 225-2 条

自然人又は法人に対してなされた第 225-1 条に規定する差別が、次のいずれかに該当する場合は、3 年の拘禁刑及び 45,000 ユ-ロの罰金刑に処する：

- 1° A refuser la fourniture d'un bien ou d'un service ;
- 2° A entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque ;
- 3° A refuser d'embaucher, à sanctionner ou à licencier une personne ;
- 4° A subordonner la fourniture d'un bien ou d'un service à une condition fondée sur l'un des éléments visés à l'article 225-1 ;
- 5° A subordonner une offre d'emploi, une demande de stage ou une période de formation en entreprise à une condition fondée sur l'un des éléments visés à l'article 225-1 ;
- 6° A refuser d'accepter une personne à l'un des stages visés par le 2° de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale.

Lorsque le refus discriminatoire prévu au 1° est commis dans un lieu accueillant du public ou aux fins d'en interdire l'accès, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 Euros d'amende.

Article 225-3

Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables :

- 1° Aux discriminations fondées sur l'état de santé, lorsqu'elles consistent en des opérations ayant pour objet la prévention et la couverture du risque décès, des risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou des risques d'incapacité de travail ou d'invalidité. Toutefois, ces discriminations sont punies des peines prévues à l'article précédent lorsqu'elles se fondent sur la prise en compte de tests génétiques prédictifs ayant pour objet une maladie qui n'est pas encore déclarée ou une prédisposition génétique à une maladie ;
- 2° Aux discriminations fondées sur l'état de santé ou le handicap, lorsqu'elles consistent en un refus d'embauche ou un licenciement fondé sur l'inaptitude médicalement constatée soit dans le cadre du titre IV du livre II du code du travail, soit dans le cadre des lois portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique ;
- 3° Aux discriminations fondées, en matière d'embauche, sur le sexe, l'âge ou l'apparence physique, lorsqu'un tel motif constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante et pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée ;
- 4° Aux discriminations fondées, en matière d'accès aux biens et services, sur le sexe lorsque cette discrimination est justifiée par la protection des victimes de violences à caractère sexuel, des considérations liées au respect de la vie privée et de la décence, la promotion de l'égalité des sexes ou des intérêts des hommes ou des femmes, la liberté d'association ou l'organisation d'activités sportives ;
- 5° Aux refus d'embauche fondés sur la nationalité lorsqu'ils résultent de l'application des dispositions statutaires relatives à la fonction publique.

- 1⁰ 財又はサ-ビスの支給を拒否する；
- 2⁰ 何らかの経済活動の正常な遂行を妨げる；
- 3⁰ 採用拒否、懲戒、解雇する；
- 4⁰ 財又はサ-ビスの支給に、第 225-1 条に定めるいずれかの要素に基づく条件を付する；
- 5⁰ 募集、研修申請又は企業内の訓練期間に、第 225-1 条に定めるいずれかの要素に基づく条件を付する；
- 6⁰ 社会保障法典 L 412-8 条 2⁰ に定めるいずれかの研修への受け入れを拒否する。

1⁰に定める差別的拒否が、公衆を収容する場所でおこなわれたか、又は、公衆を収容する場所への入場を禁止する目的でおこなわれた場合、刑は 5 年の拘禁刑及び 75,000 ユーロの罰金とする。

第 225-3 条

前条の規定は次の場合には適用されない：

- 1⁰ 健康状態に基づく差別であって、それが、死亡の危険性、人の身体の完全性に害をおよぼす危険性、又は、労働不能若しくは廃疾の危険性の防止及び防護を目的とする取組の場合。ただし、それらの差別行為が、いまだ宣告されていない疾病又は何らかの疾病に対する遺伝的素質を対象とした遺伝子予測検査の判定を考慮している場合は、前条に規定する刑に処する；
- 2⁰ 健康状態又は障害に基づく差別であって、労働法典第 II 編第 IV 章の枠内、又は、公務員の身分規定に関する法律の枠内で、医学的に認定された労働不能に基づく採用拒否又は解雇；
- 3⁰ 性別、年齢又は身体的外観に基づく採用にかかわる差別であって、かかる理由が職業上の本質的かつ決定的な要請となっており、加えて、その目的が正当で、要請が均衡のとれたものである場合；
- 4⁰ 性別に基づく財又はサ-ビスの支給にかかわる差別であって、かかる差別が性的暴力の被害者の保護、私生活及び性的節度の尊重に関連する配慮、両性の平等又は男性若しくは女性の利益の促進、結社の自由又はスポーツ活動の編成によって正当化される場合；
- 5⁰ 国籍に基づく採用拒否で、公務員身分規定の適用による場合。

Article 225-3-1

Les délits prévus par la présente section sont constitués même s'ils sont commis à l'encontre d'une ou plusieurs personnes ayant sollicité l'un des biens, actes, services ou contrats mentionnés à l'article 225-2 dans le but de démontrer l'existence du comportement discriminatoire, dès lors que la preuve de ce comportement est établie.

Article 225-4

Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies à l'article 225-2. Les peines encourues par les personnes morales sont :

- 1° L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 ;
- 2° Les peines mentionnées aux 2°, 3°, 4°, 5°, 8° et 9° de l'article 131-39.

L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

Article 432-7

La discrimination définie à l'article 225-1, commise à l'égard d'une personne physique ou morale par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou de sa mission, est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende lorsqu'elle consiste :

- 1° A refuser le bénéfice d'un droit accordé par la loi ;
- 2° A entraver l'exercice normal d'une activité économique quelconque.

3 — 1 Code de procédure pénale

Article 2-8

Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits ayant, en vertu de ses statuts, vocation à défendre ou à assister les personnes malades ou handicapées peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les discriminations réprimées par les articles 225-2 et 432-7 du code pénal, lorsqu'elles sont commises en raison de l'état de santé ou du handicap de la victime. En outre, lorsque l'action publique a été mise en mouvement par le ministère public ou la partie lésée, l'association pourra exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les atteintes volontaires à la vie, les atteintes à l'intégrité physique ou psychique, les agressions et autres atteintes sexuelles, le délaissement, l'abus de vulnérabilité, le bizutage, l'extorsion, l'escroquerie, les destructions et dégradations et la non-dénonciation de mauvais

第 225-3-1 条

本款に定める軽罪は、差別行為の存在を証明する目的で第 225-2 条記載の財、行為、サービス又は契約のいずれかを求めた 1 人又は複数の者に対しておこなわれた場合にも、差別行為の証明がなされると、成立する。

第 225-4 条

法人は、第 121-2 条に定める条件に基づき、第 225-2 条違反の刑法上の責任を問われうる。法人に科される罰は次のとおりである：

- 1⁰ 第 131-38 条に定める方法による罰金；
- 2⁰ 第 131-39 条 2⁰、3⁰、4⁰、5⁰、8⁰ 及び 9⁰ に記載の刑。

第 131-39 条 2⁰ に記載の禁止は、犯罪が実行された業務内、又は、業務に際する活動を対象とする。

第 432-7 条

第 225-1 条に定義された差別が、公権執行者又は公役務を担う者によって、その職務又は任務の遂行中又は遂行に際し、自然人又は法人に対してなされた場合、当該差別が以下のものであるときには、5 年の拘禁刑及び 75,000 ユーロの罰金を科せられる：

- 1⁰ 法律が認めた権利の受益の拒否；
- 2⁰ 何らかの経済活動の通常の実施の妨害。

3-1 刑事訴訟法典

第 2-8 条

定款において病者又は障害者の擁護又は支援を行うことを使命としており、事実の日より 5 年以上前に正式に届出がなされている非営利組織はすべて、刑法典 225-2 条及び 432-7 条で禁止された差別に関し、それが被害者の健康状態又は障害を理由として行われた場合には、私訴原告人に認められた権利を行使することができる。加えて、公訴が、検察官又は被害者によってなされた場合、非営利組織は、それが被害者の健康状態又は障害を理由としてなされた場合には、以下に関して、私訴原告人に認められた権利を行使することができる。すなわち、刑法典第 221-1 条ないし第 221-5 条、第 222-1 条ないし第 222-18 条、第 222-22 条ないし第 222-33-1 条、第 223-3 条及び第 223-4 条、第 223-15-2 条、第 225-16-2 条、第 312-1 条ないし第 312-9 条、第 313-1 条ないし第 313-3 条、第 322-1 条ないし第 322-4 条、並びに、第 434-3 条に定められた、生命への故意の侵害、身体的

traitements, prévues par les articles 221-1 à 221-5, 222-1 à 222-18, 222-22 à 222-33-1, 223-3 et 223-4, 223-15-2, 225-16-2, 312-1 à 312-9, 313-1 à 313-3, 322-1 à 322-4 et 434-3 du code pénal lorsqu'ils sont commis en raison de l'état de santé ou du handicap de la victime. Toutefois, l'association ne sera recevable dans son action que si elle justifie avoir reçu l'accord de la victime ou, si celle-ci est un mineur ou un majeur protégé, celui de son représentant légal.

Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits ayant, en vertu de ses statuts, vocation à défendre ou à assister les personnes handicapées peut également exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions à l'article L. 111-7 du code de la construction et de l'habitation, prévues et réprimées par l'article L. 152-4 du même code.

4 Code du travail

Article L1132-1

Aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement ou de l'accès à un stage ou à une période de formation en entreprise, aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, telle que définie à l'article 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, notamment en matière de rémunération, au sens de l'article L. 3221-3, de mesures d'intéressement ou de distribution d'actions, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat en raison de son origine, de son sexe, de ses moeurs, de son orientation sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son nom de famille ou en raison de son état de santé ou de son handicap.

Article L1132-3

Aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir témoigné des agissements définis aux articles L.1132-1 et L.1132-2 ou pour les avoir relatés.

Article L1133-1

L'article L. 1132-1 ne fait pas obstacle aux différences de traitement, lorsqu'elles répondent à une exigence professionnelle essentielle et déterminante et pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée.

又は精神的完全性 (intégrité) への侵害、性的な攻撃その他の侵害、放棄、虐待、いじめ、強要、詐欺、破壊・破損、及び、悪しき取扱いの無告発である。しかし、非営利組織の訴訟への参加が承認されるのは、被害者の合意、又は、被害者が未成年者若しくは法的保護を受ける成人の場合は法定代理人の合意があることを証明できた場合のみである。

定款において障害者の擁護又は支援を行うことを使命としており、事実の日より5年以上前に正式に届出がなされている非営利組織はすべて、建築・住居法典 L.152-4 条によって規定、取り締まられる同法典 L.111-7 条違反に関し、私訴原告人に認められた権利を行使することができる。

4 労働法典

L.1132-1 条

何人も、出自、性別、習慣、性的指向、年齢、家族状況、妊娠、遺伝的特徴、特定の民族、国家若しくは人種への実際若しくは想定上の帰属若しくは非帰属、政治的信条、組合若しくは相互扶助活動、宗教的信念、身体的外観、姓、又は、健康状態若しくは障害を理由に、採用手続又は研修若しくは企業内訓練期間へのアクセスから排除されてはならず、また、いかなる労働者も、懲戒、解雇又は、L.3221 - 3 条にいう報酬、利益分配若しくは株式付与、職業訓練、再就職、配属、職業資格、職階、昇進、異動、又は、契約更新における、差別防止分野における欧州共同体法の国内法化のための各種条項に関する 2008 年 5 月 27 日の法律 (第 2008-496 号) 第 1 条に規定する直接的又は間接的な差別的措置の対象とされてはならない。

L.1132-3 条

いかなる労働者も、L.1132 - 1 条及び L.1132 - 2 条に定める不正行為を証言又は供述したことを理由に、懲戒、解雇、又は、差別的措置の対象とされてはならない。

L.1133-1 条

L.1132-1 条は、取扱いの差異が本質的かつ決定的な職業上の要請に基づいており、かつ、その目的が正当で、その要請も均衡のとれたものである場合に、取扱いの差異を妨げるものではない。

Article L1133-1

L'article L. 1132-1 ne fait pas obstacle aux différences de traitement, lorsqu'elles répondent à une exigence professionnelle essentielle et déterminante et pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée.

Article L1133-4

Les mesures prises en faveur des personnes handicapées et visant à favoriser l'égalité de traitement, prévues à l'article L. 5213-6 ne constituent pas une discrimination.

Article L1134-1

Lorsque survient un litige en raison d'une méconnaissance des dispositions du chapitre II, le candidat à un emploi, à un stage ou à une période de formation en entreprise ou le salarié présente des éléments de fait laissant supposer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte, telle que définie à l'article 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

Au vu de ces éléments, il incombe à la partie défenderesse de prouver que sa décision est justifiée par des éléments objectifs étrangers à toute discrimination.

Le juge forme sa conviction après avoir ordonné, en cas de besoin, toutes les mesures d'instruction qu'il estime utiles.

Article L1134-2

Les organisations syndicales représentatives au niveau national, au niveau départemental ou de la collectivité dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, ou dans l'entreprise peuvent exercer en justice toutes les actions résultant de l'application des dispositions du chapitre II.

Elles peuvent exercer ces actions en faveur d'un candidat à un emploi, à un stage ou une période de formation en entreprise, ou d'un salarié, dans les conditions prévues par l'article L. 1134-1.

L'organisation syndicale n'a pas à justifier d'un mandat de l'intéressé. Il suffit que celui-ci ait été averti par écrit de cette action et ne s'y soit pas opposé dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle l'organisation syndicale lui a notifié son intention d'agir.

L'intéressé peut toujours intervenir à l'instance engagée par le syndicat.

Article L1134-3

Les associations régulièrement constituées depuis cinq ans au moins pour la lutte contre les discriminations ou oeuvrant dans le domaine du handicap peuvent exercer en justice toutes actions résultant de l'application des dispositions du chapitre II.

L.1133-3 条

労働医が認定した労働不適性に基づく、健康状態又は障害を理由とする取扱いの差異は、それが、客観的かつ適切に必要なものである限り、差別には当たらない。

L.1133-4 条

障害者の利益のために、かつ、L.5213 - 6 条に定める平等取扱いの促進を目的として採られる措置は、差別に該当しない。

L.1134-1 条

第 2 章の規定の不遵守を理由とする訴訟を提起する場合、雇用、研修若しくは企業での職業訓練への応募者、又は、労働者は、差別対策分野における EU 法への適合を目指す様々な規定を定める 2008 年 5 月 27 日の法律（第 2008-496 号）の第 1 条に規定されたような直接的又は間接的差別の存在を推認させる事実を提示する。

この諸要素を見て、被告側が、自らの決定は差別以外の客観的要素によって正当化されることを証明しなければならない。

裁判官は、必要な場合には、有用と考えたすべての指示を行った後、その心証を形成する。

L.1134-2 条

全国レベル、海外県、Saint-Barthémey 及び Saint-Martin については県レベル、又は、企業内の代表的組合は、第 2 章の規定の適用の結果生じるあらゆる訴訟を行うことができる。

同代表的組合は、L 1134-1 条により定められた条件の下、雇用、研修若しくは企業での職業訓練への応募者、又は、労働者のために、これら訴訟を行うことができる。

組合は、当事者からの委任を証明する必要はない。当事者が、訴訟について書面で通知されており、かつ、組合が訴訟を行う意思を通知した日から 15 日以内に反対の意思を示していなければ良い。

当事者は、常に、組合による訴訟手続に介入することができる。

L.1134-3 条

差別対策又は障害分野で活動して 5 年以上の正規の非営利組織は、第 2 章の規定の適用の結果生じるあらゆる訴訟を行うことができる。

Elles peuvent exercer ces actions en faveur d'un candidat à un emploi, à un stage ou une période de formation en entreprise ou d'un salarié dans les conditions prévues à l'article L. 1134-1, sous réserve de justifier d'un accord écrit de l'intéressé.

L'intéressé peut toujours intervenir à l'instance engagée par l'association et y mettre un terme à tout moment.

Article L1134-4

Est nul et de nul effet le licenciement d'un salarié faisant suite à une action en justice engagée par ce salarié ou en sa faveur, sur le fondement des dispositions du chapitre II, lorsqu'il est établi que le licenciement n'a pas de cause réelle et sérieuse et constitue en réalité une mesure prise par l'employeur en raison de cette action en justice. Dans ce cas, la réintégration est de droit et le salarié est regardé comme n'ayant jamais cessé d'occuper son emploi.

Lorsque le salarié refuse de poursuivre l'exécution du contrat de travail, le conseil de prud'hommes lui alloue :

- 1° Une indemnité ne pouvant être inférieure aux salaires des six derniers mois ;
- 2° Une indemnité correspondant à l'indemnité de licenciement prévue par l'article L.1234-9 ou par la convention ou l'accord collectif applicable ou le contrat de travail.

L'article L.1235-4, relatif au remboursement à l'institution mentionnée à l'article L.5312-1, pour le compte de l'organisme mentionné à l'article L.5427-1, des indemnités de chômage payées au salarié en cas de licenciement fautif, est également applicable

Article L1134-5

L'action en réparation du préjudice résultant d'une discrimination se prescrit par cinq ans à compter de la révélation de la discrimination.

Ce délai n'est pas susceptible d'aménagement conventionnel.

Les dommages et intérêts réparent l'entier préjudice résultant de la discrimination, pendant toute sa durée.

Article L1142-6

Le texte des articles 225-1 à 225-4 du code pénal est affiché dans les lieux de travail ainsi que dans les locaux ou à la porte des locaux où se fait l'embauche.

Article L5213-6

Afin de garantir le respect du principe d'égalité de traitement à l'égard des travailleurs handicapés, l'employeur prend, en fonction des besoins dans une situation concrète, les mesures appropriées pour permettre aux travailleurs mentionnés aux 1° à 4° et 9° à 11° de l'article L.5212-13 d'accéder à

同非営利組織は、当事者の書面による同意があることを条件として、L.1134-1 条に定められた条件の下、雇用、研修若しくは企業での職業訓練への応募者、又は、労働者のために、これら訴訟を行うことができる。

当事者は、常に、同非営利組織による訴訟に介入することができ、また、いつでもそれを止めさせることができる。

L.1134-4 条

第 2 章の規定を根拠として労働者によって又は労働者のために起こされた訴訟に続く当該労働者の解雇は、当該解雇が現実かつ重大な理由に基づかず、実際のところ、訴訟活動を理由として使用者が採った措置である場合には、無効となる。この場合、当該労働者の復職が、当然に認められ、当該労働者は、雇用を継続していたと見なされる。

当該労働者が、労働契約の継続を拒否する場合、労働審判所は、当該労働者に次のものを与える：

- 1⁰ 解雇に先立つ 6 か月の賃金を上回る賠償金；
- 2⁰ L.1234-9 条、適用される労使協約・協定、又は、労働契約によって定められた解雇手当に相応する賠償金。

L.5427-1 条に言及された組織の会計のための、誤った解雇に際し労働者に支払われた失業手当の L.5312-1 条に言及された機関への払戻しに関する L.1235-4 条も、また、適用される。

L.1134-5 条

差別に起因する損害の賠償請求訴訟は、差別が発覚した日から 5 年で時効となる。

この期間は、協約による修正の対象とはならない。

損害賠償は、差別があった期間中に、差別により生じた損害すべてを賠償する。

L.1142-6 条

刑法典第 225-1 条ないし 225-4 条の規定は、就労の場所、及び、雇用がなされる場所又はその入り口に、掲示される。

L.5213-6 条

障害労働者に対する平等取扱い原則の尊重を保障するために、使用者は、具体的状況における必要性に応じ、L.5212 - 13 条 1⁰ないし 4⁰及び 9⁰ないし 11⁰に掲げる労働者がそれぞれの資格にふさわしい雇用を獲得若しくは維持し、かつ、その職務を遂行し、も

un emploi ou de conserver un emploi correspondant à leur qualification, de l'exercer ou d'y progresser ou pour qu'une formation adaptée à leurs besoins leur soit dispensée.

Ces mesures sont prises sous réserve que les charges consécutives à leur mise en oeuvre ne soient pas disproportionnées, compte tenu de l'aide prévue à l'article L. 5213-10 qui peuvent compenser en tout ou partie les dépenses supportées à ce titre par l'employeur.

Le refus de prendre des mesures au sens du premier alinéa peut être constitutif d'une discrimination au sens de l'article L. 1133-3.

Article L1226-2

Lorsque, à l'issue des périodes de suspension du contrat de travail consécutives à une maladie ou un accident non professionnel, le salarié est déclaré inapte par le médecin du travail à reprendre l'emploi qu'il occupait précédemment, l'employeur lui propose un autre emploi approprié à ses capacités.

Cette proposition prend en compte les conclusions écrites du médecin du travail et les indications qu'il formule sur l'aptitude du salarié à exercer l'une des tâches existantes dans l'entreprise.

L'emploi proposé est aussi comparable que possible à l'emploi précédemment occupé, au besoin par la mise en oeuvre de mesures telles que mutations, transformations de postes de travail ou aménagement du temps de travail.

Article L1226-10

Lorsque, à l'issue des périodes de suspension du contrat de travail consécutives à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, le salarié est déclaré inapte par le médecin du travail à reprendre l'emploi qu'il occupait précédemment, l'employeur lui propose un autre emploi approprié à ses capacités.

Cette proposition prend en compte, après avis des délégués du personnel, les conclusions écrites du médecin du travail et les indications qu'il formule sur l'aptitude du salarié à exercer l'une des tâches existant dans l'entreprise.

L'emploi proposé est aussi comparable que possible à l'emploi précédemment occupé, au besoin par la mise en oeuvre de mesures telles que mutations, transformations de postes ou aménagement du temps de travail.

Article L3122-26 En savoir plus sur cet article...

Les salariés handicapés mentionnés aux 1^o , 2^o , 3^o , 4^o , 9^o , 10^o et 11^o de l'article L. 5212-13 bénéficient à leur demande, au titre des mesures appropriées prévues à l'article L. 5213-6, d'aménagements d'horaires individualisés propres à faciliter leur accès à l'emploi, leur exercice professionnel ou le maintien dans leur emploi.

しくは、向上できるようにするため、又は、それぞれのニーズに対応した職業訓練を受けられるようにするために、適切な措置を講じるものとする。

適切な措置は、その実施にともなう負担が、その名目で使用者が負担すべき費用の一部又は全部を補填するL.5213 - 10 条に定められた助成金を考慮した上で、不均衡にならないことを条件として実施されるものとする。

第1項に定める措置を講じることの拒否は、L.1133 - 3 条でいう差別に該当しうる。

L.1226-2 条

労働者が、私傷病に続く労働契約の停止期間後に、労働医によって従前従事していた雇用への適格性を否定された場合、使用者は、当該労働者に対して、その能力に適した他の雇用を提案するものとする。

この提案は、労働医の書面による結論、及び、企業内に存在する職務の1つを実行する労働者の適格性に関して労働医が表明した指示を考慮して行う。

提案される雇用は、必要な場合には、配置転換、労働ポストの変更、又は、労働時間の調整等の措置の実施によって、可能な限り従前従事していた雇用に比肩しうるものとする。

L.1226-10 条

労働者が、労働災害又は職業病に続く労働契約の停止期間後に、労働医によって従前従事していた雇用への適格性を否定された場合、使用者は、当該労働者に対して、その能力に適した他の雇用を提案するものとする。

この提案は、従業員代表の意見を聴取した後、労働医の書面による結論、及び、企業内に存在する職務の1つを実行する労働者の適格性について労働医が表明した指示を考慮して行う。

提案される雇用は、必要な場合には、配置転換、労働ポストの変更、又は、労働時間の調整等の措置の実施によって、可能な限り従前従事していた雇用に比肩しうるものとする。

L.3122-26 条

L.5212-13 条の 1⁰、2⁰、3⁰、4⁰、9⁰、10⁰及び11⁰に示された障害労働者は、要求により、L.5213-6 に定められた適切な措置として、雇用へのアクセス、職業活動の実施、若しくは雇用の維持を容易にするための個別の労働時間調整を享受するものとする。

Les aidants familiaux et les proches de la personne handicapée bénéficient dans les mêmes conditions d'aménagements d'horaires individualisés propres à faciliter l'accompagnement de cette personne handicapée.

5 公務員に関連する法律

(1) Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Article 5

Sous réserve des dispositions de l'article 5 bis Nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire :

- 1° S'il ne possède la nationalité française ;
- 2° S'il ne jouit de ses droits civiques ;
- 3° Le cas échéant, si les mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire sont incompatibles avec l'exercice des fonctions ;
- 4° S'il ne se trouve en position régulière au regard du code du service national ;
- 5° S'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction compte tenu des possibilités de compensation du handicap.

Article 6

La liberté d'opinion est garantie aux fonctionnaires.

Aucune distinction, directe ou indirecte, ne peut être faite entre les fonctionnaires en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur origine, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur apparence physique, de leur handicap ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race.

Toutefois des distinctions peuvent être faites afin de tenir compte d'éventuelles inaptitudes physiques à exercer certaines fonctions.

De même, des conditions d'âge peuvent être fixées, d'une part, pour le recrutement des fonctionnaires dans les corps, cadres d'emplois ou emplois conduisant à des emplois classés dans la catégorie active au sens de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite, d'autre part, pour la carrière des fonctionnaires lorsqu'elles résultent des exigences professionnelles, justifiées par l'expérience ou l'ancienneté, requises par les missions qu'ils sont destinés à assurer dans leur corps, cadre d'emplois ou emploi.

障害者の家族支援者及び近親者も、同じ条件で、当該障害者の支援を容易にするために、個別の労働時間調整を享受する。

5 公務員に関連する法律

(1) 公務員の権利と義務に関する 1983 年 7 月 13 日の法律 (第 83-634 号)

第 5 条

何人も、以下の場合には、公務員資格を有することはできない。ただし、第 5 条の 2 の規定を満たす場合は除く：

- 1^o フランス国籍を有していない場合；
- 2^o 公民権停止状態の場合；
- 3^o 場合によっては、前科記録の第 2 号票の記載事項が職務遂行と両立しない場合；
- 4^o 国民役務法典に照らして正規の地位にない場合。
- 5^o 障害を補償するものの可能性を考慮してもなお、職務遂行に要求される身体的適格性条件を満たしていない場合。

第 6 条

言論の自由は公務員に保障される。

政治的、組合的、哲学的若しくは宗教的信条、出自、性的指向、年齢、姓、健康状態、身体的外観、障害、特定の民族若しくは人種への実際若しくは想定上の帰属又は非帰属を理由として、公務員の間で、いかなる直接的又は間接的差別もおこなわれてはならない。

しかしながら、一部の職務遂行に対する身体的適格性を欠く場合、これを考慮するために、区別を行うことはできる。

同様に、一方で、公務員及び軍人退職年金法典 L.24 条の意味での活動カテゴリーに分類される職務につながる職団、職群、又は、職のための公務員の採用に関連し、他方で、公務員のキャリアが、その職団、職群又は職において遂行すべき使命によって要求され、かつ、経験又は在職年数によって正当化される職業上の要請の結果である場合には、そのキャリアに関連し、年齢条件を定めることができる。

Des conditions d'âge peuvent être maintenues par décret pour le recrutement par voie de concours dans des corps, cadres d'emplois ou emplois, lorsque l'accès à ceux-ci est subordonné à l'accomplissement d'une période de scolarité préalable d'une durée au moins égale à deux ans.

Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la formation, la notation, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un fonctionnaire en prenant en considération :

- 1° Le fait qu'il a subi ou refusé de subir des agissements contraires aux principes énoncés au deuxième alinéa du présent article ;
- 2° Le fait qu'il a formulé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire respecter ces principes ;
- 3° Ou bien le fait qu'il a témoigné d'agissements contraires à ces principes ou qu'il les a relatés.

Est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé ou enjoint de procéder aux agissements définis ci-dessus.

Les dispositions du présent article sont applicables aux agents non titulaires de droit public.

Article 6 sexies

Afin de garantir le respect du principe d'égalité de traitement à l'égard des travailleurs handicapés, les employeurs visés à l'article 2 prennent, en fonction des besoins dans une situation concrète, les mesures appropriées pour permettre aux travailleurs mentionnés aux 1° , 2° , 3° , 4° , 9° , 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail d'accéder à un emploi ou de conserver un emploi correspondant à leur qualification, de l'exercer et d'y progresser ou pour qu'une formation adaptée à leurs besoins leur soit dispensée, sous réserve que les charges consécutives à la mise en oeuvre de ces mesures ne soient pas disproportionnées, notamment compte tenu des aides qui peuvent compenser en tout ou partie les dépenses supportées à ce titre par l'employeur.

(2) Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

Article 27

I.-Aucun candidat ayant fait l'objet d'une orientation en milieu ordinaire de travail par la commission prévue à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ne peut être écarté, en raison de son handicap, d'un concours ou d'un emploi de la fonction publique, sauf si son handicap a été déclaré incompatible avec la fonction postulée à la suite de l'examen médical destiné à évaluer son aptitude à l'exercice de sa fonction, réalisé en application des dispositions du 5° de l'article 5 ou du 4° de l'article 5 bis du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

選抜試験による職団、職群又は職への採用に当たり、最低2年間の事前就学期間の達成が前提とされているときは、年齢条件をデクレによって定めることができる。

公務員に対し、次に掲げる事項を考慮して、採用、正式任用、職業訓練、勤務評定、懲戒、昇進、配属及び配置転換等に関する措置をおこなってはならない：

1⁰ 本条第2項に定める原則に反する行為を受けたか、若しくは、受けることを拒否したこと；

2⁰ これらの原則の遵守を求めて、組織の上司に訴えたか、若しくは、訴訟を起こしたこと；

3⁰ 又は、これらの原則に違背する行為を証言したか、若しくは供述したこと。

以上に定める行為をおこなった、又は、行うよう命じたすべての職員は、懲戒処分に処する。

本条の規定は公法上の権利を有しない職員にも適用される。

第6条の6

障害労働者に対する平等取扱いの原則の尊重を保障するために、第2条にいう使用者は、具体的状況における必要性に応じ、労働法典L.323-3条【現L.5212-13】の1⁰、2⁰、3⁰、4⁰、9⁰、10⁰及び11⁰に記載の労働者がそれぞれの資格にふさわしい雇用を獲得若しくは維持し、かつ、その職務を遂行し、若しくは、向上できるようにするため、又は、それぞれのニーズに対応した職業訓練を受けられるようにするために、適切な措置を講じるものとする。ただし、その実施にともなう負担が、その名目で使用者が負担すべき費用の一部又は全部を補填する助成金に照らして、不均衡にならないことを条件とする。

(2) 国家公務員の地位に関する1984年1月11日の法律(第84-16号)

第27条

I- 社会福祉・家族法典L.146-9条に定める委員会によって通常の労働環境への進路を認められた応募者は、その障害を理由に公務員の選抜試験又は職から排除されてはならない。ただし、公務員の一般身分規定第I部第5条5⁰又は第5条の2の4⁰の規定に従って実施される職務遂行能力判定のための医学的診断の結果、その障害が志願する職務と両立しないと宣告された場合はこの限りではない。

Les limites d'âge supérieures fixées pour l'accès aux grades et emplois publics régis par les dispositions du présent chapitre ne sont pas opposables aux personnes mentionnées aux 1°,2°,3°,4°,9°,10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail.

Les personnes qui ne relèvent plus de l'une des catégories mentionnées aux 1°,2°,3°,4°,9°,10° et 11° du même article L. 323-3 peuvent bénéficier d'un recul des limites d'âge susmentionnées égal à la durée des traitements et soins qu'elles ont eu à subir lorsqu'elles relevaient de l'une de ces catégories. Cette durée ne peut excéder cinq ans.

Des dérogations aux règles normales de déroulement des concours et des examens sont prévues afin, notamment, d'adapter la durée et le fractionnement des épreuves aux moyens physiques des candidats ou de leur apporter les aides humaines et techniques nécessaires précisées par eux au moment de leur inscription. Des temps de repos suffisant sont notamment accordés à ces candidats, entre deux épreuves successives, de manière à leur permettre de composer dans des conditions compatibles avec leurs moyens physiques.

II.-Les personnes mentionnées aux 1°,2°,3°,4°,9°,10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail peuvent être recrutées en qualité d'agent contractuel dans les emplois de catégories A, B et C pendant une période correspondant à la durée de stage prévue par le statut particulier du corps dans lequel elles ont vocation à être titularisées. Le contrat est renouvelable, pour une durée qui ne peut excéder la durée initiale du contrat. A l'issue de cette période, les intéressés sont titularisés sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'aptitude pour l'exercice de la fonction.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aux catégories de niveau équivalent de La Poste, exploitant public créé par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application des deux alinéas précédents, notamment les conditions minimales de diplôme exigées pour le recrutement en qualité d'agent contractuel en catégories A et B, les modalités de vérification de l'aptitude préalable au recrutement en catégorie C, les conditions du renouvellement éventuel du contrat, les modalités d'appréciation, avant la titularisation, de l'aptitude à exercer les fonctions.

Ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux personnes qui ont la qualité de fonctionnaire.

III.-Les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°,2°,3°,4°,9°,10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail bénéficient des aménagements prévus à l'article 6 sexies du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

Article 40 ter

Des aménagements d'horaires propres à faciliter son exercice professionnel ou son maintien dans l'emploi sont accordés à sa demande au fonctionnaire handicapé relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°,2°,3°,4°,9°,10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail, dans toute la

本章の規定によって規制される等級及び公職への応募年齢の上限は、労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の者には対抗しえない。

同 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載のいずれの категорияにも該当しなくなった者は、これらの category の 1 つに該当していたときに受けなければならなかった治療及び介護の期間に相当する期間だけ、前述年齢制限の延長を認められる。ただし、この期間は 5 年を超えないものとする。

選抜試験及び試験の実施のための通常規則には、特に、応募者の身体能力に試験時間及び時間配分を適合させる、又は、申込みに際して応募者により明示された必要な人的及び技術的支援を提供するための適用除外を設ける。これら応募者には、各自の身体能力と両立可能な条件で受験できるように、とりわけ、連続する 2 つの試験の間に十分な休憩時間を認めるものとする。

II.- 労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の者は、正式任用の資格のある職団の特別身分規定が定める研修期間に相当する期間、category A、B 及び C の職に嘱託公務員として採用されることができる。契約は、最初の契約期間を超えない期間内で、更新可能である。これらの者は、この期間の満了後、職務遂行のための適格性要件を満たすことを条件に、正式任用される。

前項の規定は、郵便公役務の組織及びフランス・テレコムに関する 1990 年 7 月 2 日の法律（第 90-568 号）によって設立された公共企業体ラ・ポスト【郵便事業グループ】における同等レベルの category に適用される。

コンセイユ・デタの議を経たデクレにおいて、前 2 項の適用方法、特に、category A 及び B の嘱託公務員に要求される教育免状の最低条件、category C の採用に先立つ適格性確認の方法、契約の更新がなされる場合の条件、並びに、正式任用前の職務遂行能力の評価方法が定められる。

この採用方法は、公務員資格を有する者には適用されない。

III.- 労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の category の 1 つに該当する障害を持つ公務員は、公務員一般身分規定第 I 部第 6 条の 6 に定める調整を享受する。

第 40 条の 3

労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の category の 1 つに該当する障害を持つ公務員は、本人の申請に基づき、かつ、役務遂行上の必要性和両立する限りにおいて、その職務遂行又は雇用維持を容易にするための労働時間の調整が認められる。

mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service.

Des aménagements d'horaires sont également accordés à sa demande à tout fonctionnaire, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service, pour lui permettre d'accompagner une personne handicapée, qui est son conjoint, son concubin, la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité, un enfant à charge, un ascendant ou une personne accueillie à son domicile et nécessite la présence d'une tierce personne.

Article 60

L'autorité compétente procède aux mouvements des fonctionnaires après avis des commissions administratives paritaires.

Dans les administrations ou services où sont dressés des tableaux périodiques de mutations, l'avis des commissions est donné au moment de l'établissement de ces tableaux. Toutefois, lorsqu'il n'existe pas de tableaux de mutation, seules les mutations comportant changement de résidence ou modification de la situation de l'intéressé sont soumises à l'avis des commissions.

Dans toute la mesure compatible avec le bon fonctionnement du service, les affectations prononcées doivent tenir compte des demandes formulées par les intéressés et de leur situation de famille. Priorité est donnée aux fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles, aux fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité lorsqu'ils produisent la preuve qu'ils se soumettent à l'obligation d'imposition commune prévue par le code général des impôts, aux fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 9^o, 10^o et 11^o de l'article L.323-3 du code du travail et aux fonctionnaires qui exercent leurs fonctions, pendant une durée et selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles.

Dans le cas où il s'agit de remplir une vacance d'emploi compromettant le fonctionnement du service et à laquelle il n'est pas possible de pourvoir par un autre moyen, même provisoirement, la mutation peut être prononcée sous réserve d'examen ultérieur par la commission compétente.

Article 62

Si les possibilités de mutation sont insuffisantes dans leurs corps, les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles, les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité et les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories visées aux 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 9^o, 10^o et 11^o de l'article L. 323-3 du code du travail peuvent, dans toute la mesure compatible avec les nécessités de fonctionnement du service, compte tenu de leur situation particulière, bénéficier, en

労働時間の調整は、また、本人の申請に基づき、かつ、役務遂行上の必要性和両立する限りにおいて、障害者の介助ができるように、第3者の介助を必要とする障害者の配偶者、同棲者、民事連帯契約を結んだ相手、被扶養子、尊属又は同居者であるすべての公務員に対して認められる。

第60条

当局は、労使同数行政委員会の意見を聴取した後、公務員の異動を行う。

定期的に配置転換リストが作成される行政、サービスでは、委員会の意見は、当該リストの作成に際して提供される。しかし、配置転換リストが存在しない場合には、当事者の居住地や状況の変更を含む配置転換のみが、委員会の意見聴取の対象となる。

役務の円滑な遂行と両立する範囲で、発表される配置は、当事者が作成した要望、及び、家族の状況を考慮しなければならない。優先権が、職業上の理由により配偶者と引き離された公務員、職業上の理由により民事連帯契約を結んだ相手と引き離された公務員（租税法典が定める共同納税義務を負うことの証明を行った場合）、労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び11^oに記載のカテゴリーの1つに該当する障害を持つ公務員、並びに、コンセイユ・デタの議を経たデクレで定められる方法に従い、一定期間、非常に困難な社会問題や安全上の問題が生じている都市部で公務に従事している公務員に対して、与えられる。

役務の遂行を危うくする雇用の空きを埋める場合で、一時的であっても、他の方法により空きを埋めることが出来ない場合、配置転換が、権限を有する委員会による事後的審査を条件として、行われうる。

第62条

職業上の理由により配偶者と引き離された公務員、職業上の理由により民事連帯契約を結んだ相手と引き離された公務員、及び、労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び11^oに記載のカテゴリーの1つに該当する障害を持つ公務員は、職団内での配置転換が不十分な場合には、その特殊状況を考慮の上、かつ、役務遂行上の必要性和両立する限りにおいて、本部第45条に定める出向を、また、場合

priorité, du détachement défini à l'article 45 du présent titre et, le cas échéant, de la mise à disposition définie à l'article 41 de ce même titre.

(3) Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 35

Aucun candidat ayant fait l'objet d'une orientation en milieu ordinaire de travail par la commission prévue à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ne peut être écarté, en raison de son handicap, d'un concours ou d'un emploi de la fonction publique, sauf si son handicap a été déclaré incompatible avec la fonction postulée à la suite de l'examen médical destiné à évaluer son aptitude à l'exercice de sa fonction, réalisé en application des dispositions du 5° de l'article 5 ou du 4° de l'article 5 bis du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

Les conditions d'aptitude physique mentionnées au 5° de l'article 5 du titre Ier du statut général des fonctionnaires sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Les limites d'âge supérieures fixées pour l'accès aux emplois des collectivités et établissements ne sont pas opposables aux personnes visées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail.

Les personnes qui ne relèvent plus de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° du même article L. 323-3 peuvent bénéficier d'un recul des limites d'âge susvisées égal à la durée des traitements et soins qu'elles ont eu à subir lorsqu'elles relevaient de l'une de ces catégories. Cette durée ne peut excéder cinq ans.

Des dérogations aux règles normales de déroulement des concours et des examens sont prévues afin, notamment, d'adapter la durée et le fractionnement des épreuves aux moyens physiques des candidats ou de leur apporter les aides humaines et techniques nécessaires précisées par eux au moment de leur inscription. Des temps de repos suffisant sont notamment accordés à ces candidats, entre deux épreuves successives, de manière à leur permettre de composer dans des conditions compatibles avec leurs moyens physiques.

Les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail bénéficient des aménagements prévus à l'article 6 sexies du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

Article 38

Par dérogation à l'article 36, les fonctionnaires peuvent être recrutés sans concours :

a) En application de la législation sur les emplois réservés ;

によっては本部第 41 条に定める派遣を優先的に享受することができる。

(3) 地方公務員の地位に関する 1984 年 1 月 26 日の法律 (第 84-53 号)

第 35 条

社会福祉・家族法典 L.146-9 条に定める委員会によって通常の労働環境への進路を認められた応募者は、その障害を理由に公務員の選抜試験又は職から排除されてはならない。ただし、公務員の一般身分規定第 I 部第 5 条 5⁰又は第 5 条の 2 の 4⁰の規定に従って実施される職務遂行能力判定のための医学的診断の結果、その障害が志願する職務と両立しないと宣告された場合はこの限りではない。

公務員の一般身分規定第 I 部第 5 条 5⁰記載の身体的適格性要件は、コンセイユ・データの議を経たデクレによって定める。

地方公共団体及び公的機関の職への応募年齢の上限は、労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1⁰、2⁰、3⁰、4⁰、9⁰、10⁰及び 11⁰に記載の者には対抗しえない。同 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1⁰、2⁰、3⁰、4⁰、9⁰、10⁰及び 11⁰に記載のいずれの категорияにも該当しなくなった者は、これらの category の 1 つに該当していたときに受けなければならなかった治療及び介護の期間に相当する期間だけ、前述年齢制限の延長を認められる。ただし、この期間は 5 年を超えないものとする。

選抜試験及び試験の実施のための通常規則には、特に、応募者の身体能力に試験時間及び時間配分を適合させる、又は、申込みに際して応募者により明示された必要な人的及び技術的支援を提供するための適用除外を設ける。これら応募者には、各自の身体能力と両立可能な条件で受験できるように、とりわけ、連続する 2 つの試験の間に十分な休憩時間を認めるものとする。

労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1⁰、2⁰、3⁰、4⁰、9⁰、10⁰及び 11⁰に記載の category の 1 つに該当する障害を持つ公務員は、公務員一般身分規定第 I 部第 6 条の 6 に定める調整を享受する。

第 38 条

第 36 条の適用除外により、次の場合、公務員は選抜試験なしに採用されうる：

- a) 優先雇用に関する法律が適用される場合；

- b) Lors de la constitution initiale d'un corps ou d'un cadre d'emplois ou de la création d'un emploi par transformation de corps, de cadres d'emplois ou d'emplois existants ;
- c) Pour le recrutement des fonctionnaires des catégories C et D lorsque le statut particulier le prévoit ;
- d) pour le recrutement des fonctionnaires de catégorie C, lorsque le grade de début est doté de l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique, le cas échéant selon des conditions d'aptitude prévues par les statuts particuliers.
- e) En cas d'intégration totale ou partielle des fonctionnaires d'un cadre d'emplois dans un autre cadre d'emplois classé dans la même catégorie.

Les personnes mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail peuvent être recrutées en qualité d'agent contractuel dans les emplois de catégories A, B et C pendant une période correspondant à la durée de stage prévue par le statut particulier du cadre d'emplois dans lequel elles ont vocation à être titularisées. Lorsque le recrutement est opéré dans un cadre d'emplois nécessitant l'accomplissement d'une scolarité dans les conditions prévues à l'article 45, la durée du contrat correspond à la durée de cette scolarité augmentée de la durée du stage prévue par le statut particulier du cadre d'emplois dans lequel les intéressés ont vocation à être titularisés. Le contrat est renouvelable, pour une durée qui ne peut excéder la durée initiale du contrat. A l'issue de cette période, les intéressés sont titularisés sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'aptitude pour l'exercice de la fonction.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de l'alinéa précédent, notamment les conditions minimales de diplôme exigées pour le recrutement en qualité d'agent contractuel en catégories A et B, les modalités de vérification de l'aptitude préalable au recrutement en catégorie C, les conditions du renouvellement éventuel du contrat, les modalités d'appréciation, avant la titularisation, de l'aptitude à exercer les fonctions.

Ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux personnes qui ont la qualité de fonctionnaire.

Article 54

En cas de mutation, sont examinées en priorité les demandes concernant les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité et les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail.

L'autorité territoriale fait bénéficier en priorité, dans toute la mesure compatible avec le bon fonctionnement du service, du détachement défini à l'article 64 de la présente loi et, le cas échéant, de la mise à disposition définie à l'article 61, les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire

- b) 職団若しくは職群を初めて構成する場合、又は、既存の職団、職群若しくは職の改編によって雇用を創出する場合；
- c) カテゴリーC及びDの公務員の採用において、特別身分規定にその旨の定めがある場合；
- d) 初任等級が公務員の最低号俸に相当するカテゴリーCの公務員の採用、又は、特別身分規定に定める適格性要件に基づくカテゴリーCの公務員の採用の場合；
- e) 1つの職群の公務員が、同一カテゴリーのその他の職群に全体的又は部分的に統合される場合。

労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1⁰、2⁰、3⁰、4⁰、9⁰、10⁰及び 11⁰に記載の者は、正式任用の資格のある職団の特別身分規定が定める研修期間に相当する期間、カテゴリーA、B及びCの職に嘱託公務員として採用されることができる。採用が、第 45 条に定める条件で一定の学業の修了を必要とする職群においておこなわれるとき、契約期間は、その就学期間に、正式任用の資格のある職群の特別身分規定が定める研修期間を加えたものとする。契約は、最初の契約期間を超えない期間内で、更新可能である。これらの者は、この期間の満了後、職務遂行のための適格性要件を満たすことを条件に、正式任用される。

コンセイユ・デタの議を経たデクレにおいて、前項の適用方法、特に、カテゴリーA及びBの嘱託公務員に要求される教育免状の最低条件、カテゴリーCの採用に先立つ適格性確認の方法、契約の更新がなされる場合の条件、並びに、正式任用前の職務遂行能力の評価方法が定められる。

この採用方法は、公務員資格を有する者には適用されない。

第 54 条

配置転換に当たっては、職業上の理由により配偶者と引き離された公務員、職業上の理由により民事連帯契約を結んだ相手と引き離された公務員、及び、労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1⁰、2⁰、3⁰、4⁰、9⁰、10⁰及び 11⁰に記載のカテゴリーの 1 つに該当する障害を持つ公務員の申請が、優先的に審査される。

地方当局は、役務の円滑な遂行と両立する範囲で、職業上の理由により配偶者と引き離された公務員、職業上の理由により民事連帯契約を結んだ相手と引き離された公務員、

avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité et les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail.

Article 60 quinquès

Des aménagements d'horaires propres à faciliter son exercice professionnel ou son maintien dans l'emploi sont accordés à sa demande au fonctionnaire handicapé relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service.

Des aménagements d'horaires sont également accordés à sa demande à tout fonctionnaire, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service, pour lui permettre d'accompagner une personne handicapée, qui est son conjoint, son concubin, la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité, un enfant à charge, un ascendant ou une personne accueillie à son domicile et nécessite la présence d'une tierce personne.

(4) Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

Article 27

I. - Aucun candidat ayant fait l'objet d'une orientation en milieu ordinaire de travail par la commission prévue à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ne peut être écarté, en raison de son handicap, d'un concours ou d'un emploi de la fonction publique, sauf si son handicap a été déclaré incompatible avec la fonction postulée à la suite de l'examen médical destiné à évaluer son aptitude à l'exercice de sa fonction, réalisé en application des dispositions du 5° de l'article 5 ou du 4° de l'article 5 bis du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

Les conditions d'aptitude physique mentionnées au 5° de l'article 5 du titre Ier du statut général des fonctionnaires sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Les limites d'âge supérieures fixées pour l'accès aux corps ou emplois des établissements ne sont pas opposables aux personnes mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail.

Les personnes qui ne relèvent plus de l'une des catégories visées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° du même article L. 323-3 peuvent bénéficier d'un recul des limites d'âge susmentionnées égal à la durée des traitements et soins qu'elles ont eu à subir lorsqu'elles relevaient de l'une de ces catégories. Cette durée ne peut excéder cinq ans.

及び、労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の категорииの 1 つに該当する障害を持つ公務員に対し、本法律第 64 条に定める出向を、また、場合によっては第 61 条に定める派遣を優先的に享受させるものとする。

第 60 条の 5

労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の kategoriの 1 つに該当する障害を持つ公務員は、本人の申請に基づき、かつ、役務遂行上の必要性和両立する限りにおいて、その職務遂行又は雇用維持を容易にするための労働時間の調整が認められる。

労働時間の調整は、また、本人の申請に基づき、かつ、役務遂行上の必要性和両立する限りにおいて、障害者の介助ができるように、第 3 者の介助を必要とする障害者の配偶者、同棲者、民事連帯契約を結んだ相手、被扶養子、尊属又は同居者であるすべての公務員に対して認められる。

(4) 公的病院の職員の地位に関する 1986 年 1 月 9 日の法律 (第 86-33 号)

第 27 条

I.- 社会福祉・家族法典 L.146-9 条に定める委員会によって通常の労働環境への進路を認められた応募者は、その障害を理由に公務員の選抜試験又は職から排除されてはならない。ただし、公務員の一般身分規定第 I 章第 5 条 5^o又は第 5 条の 2 の 4^oの規定に従って実施される職務遂行能力判定のための医学的診断の結果、その障害が志願する職務と両立しないと宣告された場合はこの限りではない。

公務員の一般身分規定第 I 部第 5 条 5^o記載の身体的適格性要件は、コンセイユ・デタの議を経たデクレによって定める。

公的機関の職団及び職への応募年齢の上限は、労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の者には対抗しえない。

同 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載のいずれの kategoriにも該当しなくなった者は、これらの kategoriの 1 つに該当していたときに受けなければならなかった治療及び介護の期間に相当する期間だけ、前述年齢制限の延長が認められる。ただし、この期間は 5 年を超えないものとする。

Des dérogations aux règles normales de déroulement des concours et des examens sont prévues afin, notamment, d'adapter la durée et le fractionnement des épreuves aux moyens physiques des candidats ou de leur apporter les aides humaines et techniques nécessaires précisées par eux au moment de leur inscription. Des temps de repos suffisant sont notamment accordés à ces candidats entre deux épreuves successives, de manière à leur permettre de composer dans des conditions compatibles avec leurs moyens physiques.

Les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail bénéficient des aménagements prévus à l'article 6 sexies du titre Ier du statut général des fonctionnaires.

II. - Les personnes mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail peuvent être recrutées en qualité d'agent contractuel dans les emplois de catégories A, B et C pendant une période correspondant à la durée de stage prévue par le statut particulier du corps dans lequel elles ont vocation à être titularisées. Le contrat est renouvelable, pour une durée qui ne peut excéder la durée initiale du contrat. A l'issue de cette période, les intéressés sont titularisés sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'aptitude pour l'exercice de la fonction.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de l'alinéa précédent, notamment les conditions minimales de diplôme exigées pour le recrutement en qualité d'agent contractuel en catégories A et B, les modalités de vérification de l'aptitude préalable au recrutement en catégorie C, les conditions du renouvellement éventuel du contrat, les modalités d'appréciation, avant la titularisation, de l'aptitude à exercer les fonctions.

Ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux personnes qui ont la qualité de fonctionnaire.

Article 38

Dans la mesure compatible avec les nécessités du service, l'autorité investie du pouvoir de nomination fait bénéficier par priorité du changement d'établissement, du détachement ou, le cas échéant, de la mise à disposition, les fonctionnaires séparés de leur conjoint pour des raisons professionnelles, les fonctionnaires séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par un pacte civil de solidarité et les fonctionnaires handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail.

Article 47-2

Des aménagements d'horaires propres à faciliter son exercice professionnel ou son maintien dans l'emploi sont accordés à sa demande au fonctionnaire handicapé relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service.

選抜試験及び試験の実施のための通常規則には、特に、応募者の身体能力に試験期間及び時間配分を適合させる、又は、申込みに際して応募者により明示された必要な人的及び技術的支援を提供するための適用除外を設ける。これら応募者には、各自の身体能力と両立可能な条件で受験できるように、とりわけ、連続する2つの試験の間に十分な休憩時間を認めるものとする。

労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^o記載の категорииの 1 つに該当する障害を持つ公務員は、公務員一般身分規定第 I 部第 6 条の 6 に定める調整を享受する。

II- 労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の者は、正式任用の資格のある職団の特別身分規定が定める研修期間に相当する期間、カテゴリー A、B 及び C の職に嘱託公務員として採用されることができる。契約は、最初の契約期間を超えない期間内で、更新可能である。これらの者は、この期間の満了後、職務遂行のための適格性要件を満たすことを条件に、正式任用される。

コンセイユ・デタの議を経たデクレにおいて、前項の適用方法、特に、カテゴリー A 及び B の嘱託公務員に要求される教育免状の最低条件、カテゴリー C の採用に先立つ適格性確認の方法、契約更新がなされる場合の条件、並びに、正式任用前の職務遂行能力の評価方法が定められる。

この採用方法は、公務員資格を有する者には適用されない。

第 38 条

役務の必要性と両立する限りにおいて、任命権を有する当局は、職業上の理由により配偶者と引き離された公務員、職業上の理由により民事連帯契約を結んだ相手と引き離された公務員、及び、労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の категорииの 1 つに該当する障害を持つ公務員に対し、勤務先の変更、出向、又は、場合によっては派遣を優先的に享受させるものとする。

第 47-2 条

労働法典 L.323-3 条【現 L.5212-13 条】の 1^o、2^o、3^o、4^o、9^o、10^o及び 11^oに記載の kategoriの 1 つに該当する障害を持つ公務員は、本人の申請に基づき、かつ、役務遂行上の必要性と両立する限りにおいて、その職務遂行又は雇用維持を容易にするための労働時間の調整が認められる。

Des aménagements d'horaires sont également accordés à sa demande à tout fonctionnaire, dans toute la mesure compatible avec les nécessités du fonctionnement du service, pour lui permettre d'accompagner une personne handicapée, qui est son conjoint, son concubin, la personne avec laquelle il a conclu un pacte civil de solidarité, un enfant à charge, un ascendant ou une personne accueillie à son domicile et nécessite la présence d'une tierce personne.

6 Code de l'éducation

Article L111-1

L'éducation est la première priorité nationale. Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiants. Il contribue à l'égalité des chances.

Outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République.

L'école garantit à tous les élèves l'apprentissage et la maîtrise de la langue française.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les personnels mettent en oeuvre ces valeurs.

Le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation initiale et continue, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle, d'exercer sa citoyenneté.

Pour garantir ce droit dans le respect de l'égalité des chances, des aides sont attribuées aux élèves et aux étudiants selon leurs ressources et leurs mérites. La répartition des moyens du service public de l'éducation tient compte des différences de situation, notamment en matière économique et sociale.

Elle a pour but de renforcer l'encadrement des élèves dans les écoles et établissements d'enseignement situés dans des zones d'environnement social défavorisé et des zones d'habitat dispersé, et de permettre de façon générale aux élèves en difficulté, quelle qu'en soit l'origine, en particulier de santé, de bénéficier d'actions de soutien individualisé.

L'acquisition d'une culture générale et d'une qualification reconnue est assurée à tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou géographique.

Article L111-2

Tout enfant a droit à une formation scolaire qui, complétant l'action de sa famille, concourt à son éducation.

La formation scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant, lui permet d'acquérir une culture, le prépare à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités d'homme et de citoyen. Elle constitue la base de l'éducation permanente. Les familles sont associées à l'accomplissement de ces missions.

労働時間の調整は、また、本人の申請に基づき、かつ、役務遂行上の必要性を両立する限りにおいて、障害者の介助ができるように、第3者の介助を必要とする障害者の配偶者、同棲者、民事連帯契約を結んだ相手、被扶養子、尊属又は同居者であるすべての公務院に対して認められる。

6 教育法典

L.111-1 条

教育は国家の最優先課題である。教育公役務は、生徒及び学生に応じて、構想、組織される。教育公役務は、機会の平等に貢献する。

国は、生徒に対する知識の伝達に加え、共和国の価値観を生徒に共有させることを学校の第一の使命として定める。

学校はすべての生徒にフランス語の学習及び習得を保障する。

教職員は、その任務の遂行において、共和国の価値観を実行する。

教育を受ける権利は、個人が、その人格を発達させ、初期訓練及び継続的訓練の水準を向上させ、社会生活及び職業生活に参入し、かつ、市民権を行使することができるようにするために、各個人に保障される。

機会の平等を尊重しつつこの権利を保障するために、生徒及び学生に対し、それぞれの財力及び能力に応じた支援が与えられる。教育公役務の予算は、特に、経済的及び社会的な状況の差異を考慮して配分される。

予算配分は、社会的環境の恵まれない地域及び過疎地域に位置する学校並びに教育機関の生徒の指導を手厚くすること、並びに、原因のいかんを問わず、健康上の問題その他の困難を抱える生徒が包括的に個別支援活動を楽しむことができるようにすることを目的とする。

一般教養及び公認資格の獲得は、社会的、文化的又は地理的な出自を問わず、すべての青少年に対して保障される。

L.111-2 条

すべての児童は、家庭の教育活動を補い、その教育に寄与する学校教育を受ける権利を有する。

学校教育は、児童の開花を促し、児童が教養を獲得できるようにし、かつ、職業生活並びに人間及び市民としての責任の履行への準備をさせる。学校教育は、生涯教育の基礎をなす。家庭はこれらの使命の遂行に協力する。

Pour favoriser l'égalité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun, en fonction de ses aptitudes et de ses besoins particuliers, aux différents types ou niveaux de la formation scolaire.

L'Etat garantit le respect de la personnalité de l'enfant et de l'action éducative des familles.

Chapitre II : Dispositions particulières aux enfants et adolescents handicapés.

Article L112-1

Pour satisfaire aux obligations qui lui incombent en application des articles L. 111-1 et L. 111-2, le service public de l'éducation assure une formation scolaire, professionnelle ou supérieure aux enfants, aux adolescents et aux adultes présentant un handicap ou un trouble de la santé invalidant. Dans ses domaines de compétence, l'Etat met en place les moyens financiers et humains nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants, adolescents ou adultes handicapés.

Tout enfant, tout adolescent présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école ou dans l'un des établissements mentionnés à l'article L. 351-1, le plus proche de son domicile, qui constitue son établissement de référence.

Dans le cadre de son projet personnalisé, si ses besoins nécessitent qu'il reçoive sa formation au sein de dispositifs adaptés, il peut être inscrit dans une autre école ou un autre établissement mentionné à l'article L. 351-1 par l'autorité administrative compétente, sur proposition de son établissement de référence et avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal. Cette inscription n'exclut pas son retour à l'établissement de référence.

De même, les enfants et les adolescents accueillis dans l'un des établissements ou services mentionnés au 2° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles ou dans l'un des établissements mentionnés au livre Ier de la sixième partie du code de la santé publique peuvent être inscrits dans une école ou dans l'un des établissements mentionnés à l'article L. 351-1 du présent code autre que leur établissement de référence, proche de l'établissement où ils sont accueillis. Les conditions permettant cette inscription et cette fréquentation sont fixées par convention entre les autorités académiques et l'établissement de santé ou médico-social.

Si nécessaire, des modalités aménagées d'enseignement à distance leur sont proposées par un établissement relevant de la tutelle du ministère de l'éducation nationale.

Cette formation est entreprise avant l'âge de la scolarité obligatoire, si la famille en fait la demande.

Elle est complétée, en tant que de besoin, par des actions pédagogiques, psychologiques, éducatives, sociales, médicales et paramédicales coordonnées dans le cadre d'un projet personnalisé prévu à l'article L. 112-2.

機会の平等を促進するために、個人がそれぞれの適性及び特別なニーズに応じて、多様な種類又は水準の学校教育にアクセスできるよう、適切な措置 (dispositions appropriées) が講じられるものとする。

国は、児童の人格及び家庭の教育活動の尊重を保障する。

L.112-1 条

L.111-1 条及び L.111-2 条の適用により課せられる義務を果たすために、教育公務務は、障害又は障害を発生させる健康上のトラブルを有する児童、青少年及び成人に対し、学校教育、職業教育又は高等教育を保障する。国は、その権限のおよぶ範囲内で、障害のある児童、青少年及び成人の通常的环境における就学に必要な金銭的及び人的手段を講じる。

障害又は障害を発生させる健康上のトラブルを有するすべての児童及び青少年は、住所に最も近い学校又は L.351-1 条記載の教育機関の 1 つに登録される。その学校は、当該児童の学籍校となる。

個別就学計画の枠内で、本人のニーズが適合した支援措置による教育を受けることを必要としている場合には、学籍校の提案に基づき、かつ、両親又は法定代理人の承諾を得て、権限を有する行政当局により、他の学校又は L.351-1 条記載の機関の 1 つに登録することができる。この登録は、学籍校への復帰を妨げない。

同じく、社会福祉・家族法典 L.312-1 条 I の 2^o 記載の施設若しくはサービスの 1 つ、又は、公衆衛生法典第 6 部第 I 編記載の施設の 1 つに受け入れられた児童及び青少年は、学籍校とは別の受入れ施設に最も近い学校又は本法典 L.351-1 条記載の機関の 1 つに登録されうる。登録及び通学に関する条件は、大学区当局と保健施設又は医療・社会福祉施設との間で締結される協定で定められる。

必要な場合には、国民教育省の監督下にある機関により、調整を施された遠隔教育が提案される。

この教育は、家族からの申請があれば、義務教育年齢に達する前から実施されうる。

この教育は、必要に応じ、L.112-2 条に定める個別就学計画の枠内で、学習指導的、心理学的、教育的、社会福祉的、医療的及び医療補助的な連携した活動により補完される。

Lorsqu'une scolarisation en milieu ordinaire a été décidée par la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles mais que les conditions d'accès à l'établissement de référence la rendent impossible, les surcoûts imputables au transport de l'enfant ou de l'adolescent handicapé vers un établissement plus éloigné sont à la charge de la collectivité territoriale compétente pour la mise en accessibilité des locaux. Cette disposition ne fait pas obstacle à l'application de l'article L. 242-11 du même code lorsque l'inaccessibilité de l'établissement de référence n'est pas la cause des frais de transport.

Article L112-2

Afin que lui soit assuré un parcours de formation adapté, chaque enfant, adolescent ou adulte handicapé a droit à une évaluation de ses compétences, de ses besoins et des mesures mises en oeuvre dans le cadre de ce parcours, selon une périodicité adaptée à sa situation. Cette évaluation est réalisée par l'équipe pluridisciplinaire mentionnée à l'article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles. Les parents ou le représentant légal de l'enfant sont obligatoirement invités à s'exprimer à cette occasion.

En fonction des résultats de l'évaluation, il est proposé à chaque enfant, adolescent ou adulte handicapé, ainsi qu'à sa famille, un parcours de formation qui fait l'objet d'un projet personnalisé de scolarisation assorti des ajustements nécessaires en favorisant, chaque fois que possible, la formation en milieu scolaire ordinaire. Le projet personnalisé de scolarisation constitue un élément du plan de compensation visé à l'article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles. Il propose des modalités de déroulement de la scolarité coordonnées avec les mesures permettant l'accompagnement de celle-ci figurant dans le plan de compensation.

Article L112-2-1

Des équipes de suivi de la scolarisation sont créées dans chaque département. Elles assurent le suivi des décisions de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, prises au titre du 2° du I de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles.

Ces équipes comprennent l'ensemble des personnes qui concourent à la mise en oeuvre du projet personnalisé de scolarisation et en particulier le ou les enseignants qui ont en charge l'enfant ou l'adolescent.

Elles peuvent, avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal, proposer à la commission mentionnée à l'article L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles toute révision de l'orientation d'un enfant ou d'un adolescent qu'elles jugeraient utile.

社会福祉・家族法典 L.146-9 条記載の委員会により通常環境での教育が決定されたにもかかわらず、学籍校へのアクセスの状況のためにこれが不可能な場合、障害のある児童又は青少年のより遠隔の機関への通学に要する追加費用は、アクセシビリティの確保を管轄する地方公共団体がこれを負担する。この規定は、学籍校のアクセシビリティの不備が交通費の発生理由でない場合には、同法典 L.242-11 条の適用を妨げない。

L.112-2 条

適応した教育課程を保障するために、児童、青少年又は成人は、その状況に適合した周期で、その能力、ニーズ及び当該課程の枠組みのなかで実施された諸措置に関する評価を受ける権利を有する。この評価は、社会福祉・家族法典 L.146-8 条記載の学際チームが実施する。児童の両親又は法定代理人は、必ず、この機会に意見を述べるよう勧奨されるものとする。

評価の結果に応じて、障害のある児童、青少年又は成人、さらには、その家族に対し、可能なかぎり通常の学校環境における教育を優先させつつ、必要な調整を含んだ個別就学計画の対象となる教育課程が提案される。個別就学計画は、社会福祉・家族法典 L.146-8 条が定める障害補償計画の一要素である。個別就学計画は、障害補償計画に示される就学支援措置と関係させた就学過程の展開方法を提示する。

L.112-2-1 条

各県に就学追跡調査チームを設置する。同チームは、障害者権利自立委員会が社会福祉・家族法典第 L.241-6 条 I の 2⁰に基づき行う諸決定の追跡調査を行う。

チームには、特に、対象の児童又は青少年を受け持つ 1 人又は複数の教員をはじめ、個別就学計画の実施に寄与するすべての者が含まれる。

チームは、児童又は青少年の進路に関して有益と判断したあらゆる見直しを、両親又は法定代理人の承諾を得て、社会福祉・家族法典 L.241-5 条記載の委員会に提案することができる。

Article L112-3

Dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit. Un décret en Conseil d'Etat fixe, d'une part, les conditions d'exercice de ce choix pour les jeunes sourds et leurs familles, d'autre part, les dispositions à prendre par les établissements et services où est assurée l'éducation des jeunes sourds pour garantir l'application de ce choix.

Article L112-4

Pour garantir l'égalité des chances entre les candidats, des aménagements aux conditions de passation des épreuves orales, écrites, pratiques ou de contrôle continu des examens ou concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur, rendus nécessaires en raison d'un handicap ou d'un trouble de la santé invalidant, sont prévus par décret. Ces aménagements peuvent inclure notamment l'octroi d'un temps supplémentaire et sa prise en compte dans le déroulement des épreuves, la présence d'un assistant, un dispositif de communication adapté, la mise à disposition d'un équipement adapté ou l'utilisation, par le candidat, de son équipement personnel.

Article L112-5

Les enseignants et les personnels d'encadrement, d'accueil, techniques et de service reçoivent, au cours de leur formation initiale et continue, une formation spécifique concernant l'accueil et l'éducation des élèves et étudiants handicapés et qui comporte notamment une information sur le handicap tel que défini à l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles et les différentes modalités d'accompagnement scolaire.

Article L123-4-1

Les établissements d'enseignement supérieur inscrivent les étudiants handicapés ou présentant un trouble de santé invalidant, dans le cadre des dispositions réglementant leur accès au même titre que les autres étudiants, et assurent leur formation en mettant en oeuvre les aménagements nécessaires à leur situation dans l'organisation, le déroulement et l'accompagnement de leurs études.

Article L312-15

Outre les enseignements concourant aux objectifs définis à l'article L. 131-1-1, l'enseignement d'éducation civique comporte, à tous les stades de la scolarité, une formation aux valeurs de la République, à la connaissance et au respect des droits de l'enfant consacrés par la loi ou par un engagement international et à la compréhension des situations concrètes qui y portent atteinte. Dans ce cadre est donnée une information sur le rôle des organisations non gouvernementales oeuvrant

L.112-3 条

若年聴覚障害者の教育及び就学課程において、手話及びフランス語からなる 2 言語併用会話とフランス語による会話との間の選択の自由が、当然の権利として認められる。この選択権の適用を保障するために、コンセイユ・デタの議を経たデクレにより、一方で、若年聴覚障害者及びその家族がこの選択権を行使する条件が、他方で、若年聴覚障害者の教育を行う施設又はサービスが講じる諸措置が定められる。

L.112-4 条

受験者の機会の平等を保障するために、障害又は障害を生じさせる健康上のトラブルから必要となる、学校教育及び高等教育の試験若しくは選抜試験における口頭、筆記、実技試験の受験条件、又は、平常評価の条件の調整をデクレによって定める。この調整には、とりわけ、試験時間の延長及び試験進行上の配慮、支援者の同席、適応したコミュニケーション装置、適応した器具の利用、又は、受験者による個人用器具の使用を含む。

L.112-5 条

教員並びに指導、受入れ、技術及び用務に携わる職員は、初任研修及び継続的研修において、障害のある生徒及び学生の受入れ並びに教育に関する特別訓練を受ける。特別訓練には、特に、社会福祉・家族法典第 L.114 条に定める障害に関する情報、及び、各種の就学支援方法が含まれる。

L.123-4-1 条

高等教育機関は、障害又は障害を生じさせる健康上のトラブルを有する学生のアクセスを定める規定の枠内で、同学生を他の学生と同様に学籍登録させ、学業の計画、展開及び支援において各人の状況が必要とする調整を実施しつつ、教育を保障する。

L.312-15 条

L.131-1 条に定める目的に寄与する教育に加えて、公民教育には、そのすべての段階において、共和国の価値観に関する教育、法律又は国際取決めによって認められた児童の権利に関する知識及びその尊重、並びに、これらを侵害する具体的状況の理解に関する教育が含まれる。この枠組みにおいて、児童の保護のために活動する非政府組織の役

pour la protection de l'enfant.

Lors de la présentation de la liste des fournitures scolaires, les élèves reçoivent une information sur la nécessité d'éviter l'achat de produits fabriqués par des enfants dans des conditions contraires aux conventions internationalement reconnues.

L'enseignement d'éducation civique comporte également, à l'école primaire et au collège, une formation consacrée à la connaissance et au respect des problèmes des personnes handicapées et à leur intégration dans la société.

Les établissements scolaires s'associent avec les centres accueillant des personnes handicapées afin de favoriser les échanges et les rencontres avec les élèves.

Article L351-1

Les enfants et adolescents présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant sont scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires et les établissements visés aux articles L. 213-2, L. 214-6, L. 422-1, L. 422-2 et L. 442-1 du présent code et aux articles L. 811-8 et L. 813-1 du code rural, si nécessaire au sein de dispositifs adaptés, lorsque ce mode de scolarisation répond aux besoins des élèves. Les parents sont étroitement associés à la décision d'orientation et peuvent se faire aider par une personne de leur choix. La décision est prise par la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles, en accord avec les parents ou le représentant légal. A défaut, les procédures de conciliation et de recours prévues aux articles L. 146-10 et L. 241-9 du même code s'appliquent. Dans tous les cas et lorsque leurs besoins le justifient, les élèves bénéficient des aides et accompagnements complémentaires nécessaires.

L'enseignement est également assuré par des personnels qualifiés relevant du ministère chargé de l'éducation lorsque la situation de l'enfant ou de l'adolescent présentant un handicap ou un trouble de la santé invalidant nécessite un séjour dans un établissement de santé ou un établissement médico-social. Ces personnels sont soit des enseignants publics mis à la disposition de ces établissements dans des conditions prévues par décret, soit des maîtres de l'enseignement privé dans le cadre d'un contrat passé entre l'établissement et l'Etat dans les conditions prévues par le titre IV du livre IV.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions dans lesquelles les enseignants exerçant dans des établissements publics relevant du ministère chargé des personnes handicapées ou titulaires de diplômes délivrés par ce dernier assurent également cet enseignement.

Article L351-2

La commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles désigne les établissements ou les services ou à titre exceptionnel l'établissement ou le service correspondant aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent en mesure de l'accueillir.

割に関する情報が提供される。

学用品一覧の提示に際して、生徒は、国際的に認められた協定に反する条件下で子供が製造した製品の購入を避ける必要性に関する情報を与えられる。

同じく、小学校及び中学校における公民教育には、障害者問題に関する知識及びその重視、並びに、障害者の社会への統合を扱う教育が含まれる。

教育機関は、障害者受入れセンターと協力し、生徒との交流及び接触を促進する。

L.351-1 条

就学方法が生徒のニーズに対応している場合、障害又は障害を生じさせる健康上のトラブルを有する児童及び青少年は、必要があれば適応した体制の中で、幼稚園、小学校、本法典 L.213-2 条、L.214-6 条、L.422-1 条、L.422-2 条及び第 L.442-1 条並びに農事法典 L.811-8 条及び L.813-1 条に定める機関で就学する。両親は進路決定に密接に関与し、自らが選んだ者の補佐を受けることができる。決定は、社会福祉・家族法典 L.146-9 条記載の委員会により、両親又は法定代理人の承諾を得て、おこなわれる。承諾が得られないときには、同法典 L.146-10 条及び L.241-9 条に定める調停及び不服申立ての手續が適用される。いずれの場合にも、本人のニーズがそれを正当化するとき、生徒は必要な追加的支援及び介助を受けることができる。

教育は、また、障害又は障害を生じさせる健康上のトラブルを有する児童又は青少年の状態が、保健施設又は医療・社会福祉施設への入所を必要とする場合、教育を担当する省の管轄下の有資格者によっても保障される。この有資格者は、デクレが定める条件の下で当該施設に派遣される公務員たる教員、又は、第IV編第IV部に定める条件に従って私立教育機関と国との間で締結される契約の枠内の当該私立教育施設の教員とする。

コンセイユ・デタの議を経たデクレによって、障害者を担当する省の管轄下の公的施設で働く教員、又は、同省発行の免状を有する教員が、この教育を実施する条件を定める。

L.351-2 条

社会福祉・家族法典 L.146-9 条記載の委員会は、児童又は青少年のニーズに対応し、かつ、児童又は青少年を受け入れることができる複数、若しくは、例外的に単数の施設又はサービスを指定する。

La décision de la commission s'impose aux établissements scolaires ordinaires et aux établissements ou services mentionnés au 2° et au 12° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles dans la limite de la spécialité au titre de laquelle ils ont été autorisés ou agréés.

Lorsque les parents ou le représentant légal de l'enfant ou de l'adolescent handicapé font connaître leur préférence pour un établissement ou un service correspondant à ses besoins et en mesure de l'accueillir, la commission est tenue de faire figurer cet établissement ou service au nombre de ceux qu'elle désigne, quelle que soit sa localisation.

Article L351-3

Lorsque la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles constate qu'un enfant peut être scolarisé dans une classe de l'enseignement public ou d'un établissement visé au 3° de l'article L. 351-1 du présent code à condition de bénéficier d'une aide individuelle dont elle détermine la quotité horaire, cette aide peut être apportée par un assistant d'éducation recruté conformément au sixième alinéa de l'article L. 916-1.

Les assistants d'éducation affectés aux missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaires des enfants handicapés sont recrutés par l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale. Si l'aide individuelle nécessaire à l'enfant handicapé ne comporte pas de soutien pédagogique, ces assistants peuvent être recrutés sans condition de diplôme. Ils reçoivent une formation adaptée.

Ils exercent leurs fonctions auprès des élèves pour lesquels une aide a été reconnue nécessaire par décision de la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles. Leur contrat de travail précise le nom des écoles et des établissements scolaires au sein desquels ils sont susceptibles d'exercer leurs fonctions.

Ces assistants d'éducation bénéficient d'une formation spécifique leur permettant de répondre aux besoins particuliers des élèves qui leur sont confiés.

Article L916-1

Des assistants d'éducation peuvent être recrutés par les établissements d'enseignement mentionnés au chapitre II du titre Ier et au titre II du livre IV pour exercer des fonctions d'assistance à l'équipe éducative, fonctions en lien avec le projet d'établissement, notamment pour l'encadrement et la surveillance des élèves et l'aide à l'accueil et à l'intégration scolaires des élèves handicapés, y compris en dehors du temps scolaire.

委員会の決定は、その許可又は認可の条件となった専門性の範囲内において、通常の学校及び社会福祉・家族法典 L.312-1 条 I の 2⁰及び 12⁰に記載された施設又はサービスにとって不可欠である。

障害を持つ児童又は青少年の両親又は法定代理人が、当該児童又は青少年のニーズに対応し、かつ、受け入れることができる施設又はサービスについて希望を通知したときには、委員会は指定する数のなかに、その立地を問わず、その施設又はサービスを含めなければならない。

L.351-3 条

社会福祉・家族法典 L.146-9 条記載の委員会により、委員会がその時間を決める個別支援を受けることを条件に、児童が公立学校又は本法典 L.351-1 条 3⁰にいう施設での就学が可能であると認定された場合、その支援は、L.916-1 条第 6 項に従って採用される教育支援員によって提供される。

障害のある児童の学校への受入れ及び参入の支援を任務とする教育支援員は、県の義務教育局長である大学区視学官によって採用される。障害を持つ児童に必要な個別支援が、学習支援を含まないときには、支援員は教育免状条件なしで採用されうる。支援員は適切な訓練を受ける。

支援員は、社会福祉・家族法典 L.146-9 条記載の委員会の決定によって支援の必要性が認められた生徒に対する任務を遂行する。支援員の労働契約には、任務を遂行する可能性のある学校名及び教育機関名が明記される。

これら教育支援員は、託された生徒の個別のニーズに応えることができるように、特別な訓練を受ける。

L.916-1 条

第IV編第 I 部第 II 章、及び、第 II 部に記載の教育機関は、教育指導チームを補佐する任務のために教育支援員を採用することができる。この任務は、特に、在校時間外も含んだ生徒の指導及び監視、並びに、障害を持つ児童の受入れ及び統合教育支援を目的とし、教育機関のプロジェクトと連動する。

Les assistants d'éducation qui remplissent des missions d'aide à l'accueil et à l'intégration scolaires des élèves handicapés bénéficient d'une formation spécifique pour l'accomplissement de leurs fonctions, mise en oeuvre en collaboration avec les associations d'aide aux familles d'enfants handicapés. A l'issue de leur contrat, les assistants d'éducation peuvent demander à faire valider l'expérience acquise dans les conditions définies par les articles L. 2323-33, L. 6111-1, L. 6311-1, L. 6411-1 et L. 6422-1 du code du travail.

Les assistants d'éducation peuvent exercer leurs fonctions dans l'établissement qui les a recrutés, dans un ou plusieurs autres établissements ainsi que, compte tenu des besoins appréciés par l'autorité administrative, dans une ou plusieurs écoles. Dans ce dernier cas, les directeurs d'école peuvent participer à la procédure de recrutement.

Les assistants d'éducation sont recrutés par des contrats d'une durée maximale de trois ans, renouvelables dans la limite d'une période d'engagement totale de six ans.

Le dispositif des assistants d'éducation est destiné à bénéficier en priorité à des étudiants boursiers.

Par dérogation au premier alinéa, des assistants d'éducation peuvent être recrutés par l'Etat pour exercer des fonctions d'aide à l'accueil et à l'intégration des élèves handicapés dans les conditions prévues à l'article L. 351-3, ainsi que pour exercer des fonctions d'accompagnement auprès des étudiants handicapés inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur mentionnés aux titres Ier, II, IV et V du livre VII du présent code et pour lesquels une aide a été reconnue nécessaire par la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret pris après avis du comité technique paritaire ministériel du ministère chargé de l'éducation. Ce décret précise les conditions dans lesquelles est aménagé le temps de travail des assistants d'éducation, en particulier pour ceux qui sont astreints à un service de nuit. Il précise également les droits reconnus à ces agents au titre des articles L. 970-1 et suivants du code du travail. Il peut déroger, dans la mesure justifiée par la nature de leurs missions, aux dispositions générales prises pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

7 Code de la construction et l'habitation

Article L.111-7

Les dispositions architecturales, les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des locaux d'habitation, qu'ils soient la propriété de personnes privées ou publiques, des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des lieux de travail doivent être tels que

障害を持つ児童の教育機関への受入れ及び統合教育の任務を果たす教育支援員は、その任務遂行のために、障害児家族支援組織との協力によって実施される特別訓練を受ける。契約満了時、教育支援員は、労働法典 L.2323-33、L.6111-1 条、L.6311-1 条、L.6411-1 条及び L.6422-1 条に規定する条件において、獲得経験の有効証明を求めることができる。教育支援員は、採用された機関、その他の 1 若しくは複数の機関、さらには、行政当局が必要性を認めれば、1 若しくは複数の学校において、その職務を務めることができる。学校の場合、学校長が採用手続に関与することができる。

教育支援員は、最高 3 年間の契約で採用される。契約は、合計雇用期間 6 年を上限として、更新可能とする。

教育支援員制度は、優先的に奨学生に利益をもたらすものとする。

第 1 項の適用除外として、国は、L.351-3 条に定める条件に従い障害を持つ生徒の受入れ及び統合の任務を果たすこと、並びに、本法典第 VII 編第 I 部、第 II 部、第 IV 部及び第 V 部に記載する高等教育機関に登録し、かつ、社会福祉・家族法典 L.146-9 条記載の委員会により支援の必要性が認められた障害を持つ学生の介助の任務を果たすことを目的として、教育支援員を採用することができる。

本条の適用条件は、教育を担当する省の同数専門委員会の答申を受けて採択されるデクレによって定める。このデクレは、教育支援員の労働時間の調整のための条件を、とりわけ夜間サービスに従事する支援員を考慮して定める。また、労働法典第 L.970 - 1 条以下の条項に基づき、支援員に認められる権利も定める。支援員の任務の性格によって正当化される限りにおいて、デクレは、国家公務員身分規定に関する 1984 年 1 月 11 日付け法律第 84-16 号第 7 条の適用のために設けられた一般規定の適用除外を定めることができる。

7 建築・住居法典

L.111-7 条

所有者が公人であると私人であるとを問わず、住居用建物、公衆を収容する施設、公衆の用に供される施設及び労働のための事業所における建築上の設計、並びに、内部及び外部の整備及び施設は、L.111-7-1 条ないし L.111-7-3 条に規定する場合及び条件にお

ces locaux et installations soient accessibles à tous, et notamment aux personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, dans les cas et selon les conditions déterminés aux articles L. 111-7-1 à L. 111-7-3. Ces dispositions ne sont pas obligatoires pour les propriétaires construisant ou améliorant un logement pour leur propre usage.

Article L.111-7-1

Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées prévue à l'article L. 111-7 que doivent respecter les bâtiments ou parties de bâtiments nouveaux. Ils précisent les modalités particulières applicables à la construction de maisons individuelles.

Les mesures de mise en accessibilité des logements sont évaluées dans un délai de trois ans à compter de la publication de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et une estimation de leur impact financier sur le montant des loyers est réalisée afin d'envisager, si nécessaire, les réponses à apporter à ce phénomène.

Article L.111-7-2

Des décrets en Conseil d'Etat fixent les modalités relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées prévue à l'article L. 111-7 que doivent respecter les bâtiments ou parties de bâtiments d'habitation existants lorsqu'ils font l'objet de travaux, notamment en fonction de la nature des bâtiments et parties de bâtiments concernés, du type de travaux entrepris ainsi que du rapport entre le coût de ces travaux et la valeur des bâtiments au-delà duquel ces modalités s'appliquent. Ils prévoient dans quelles conditions des dérogations motivées peuvent être autorisées en cas d'impossibilité technique ou de contraintes liées à la préservation du patrimoine architectural, ou lorsqu'il y a disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs conséquences. Ces décrets sont pris après avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

En cas de dérogation portant sur un bâtiment appartenant à un propriétaire possédant un parc de logements dont le nombre est supérieur à un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat, les personnes handicapées affectées par cette dérogation bénéficient d'un droit à être relogées dans un bâtiment accessible au sens de l'article L. 111-7, dans des conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat susmentionné.

いて、これらの場所及び設備が、あらゆる者、特に、障害の種類を問わず、身体的、精神的、心理学的障害を持つ者や感覚器官並びに認知に障害を持つ者にとって、アクセス可能であるようにしなければならない。この設計は、自己の使用のために住居を新築又は改築する所有者には強制されない。

L.111-7-1 条

新築の建物又はその一部分が遵守すべき、第 L.111-7 条にいう障害者のアクセシビリティのための方法は、コンセイユ・デタの議を経たデクレで定める。デクレは、個人の住宅建築に適用される特別規定についても定める。

障害者の権利及び機会の平等、参加並びに市民権に関する 2005 年 2 月 11 日付け法律第 2005-102 号の公布の日から 3 年以内に、住居のアクセシビリティ確保の措置に関する評価を行う。加えて、その措置の家賃への金銭的影響を算定し、必要に応じ、この現象への対応を検討する。

L.111-7-2 条

コンセイユ・デタの議を経たデクレによって、既存の住居用建物又はその一部分の工事の際に遵守すべき第 L.111-7 条にいう障害者のアクセシビリティのための方法を、特に、当該建物又はその一部分の性質、施工工事の種類、並びに、これらの方法の適用対象となる工事費用と建物価額との間の最低比率等に応じて定める。デクレは、技術的に不可能である場合、若しくは、建造物遺産保護のために制約がかかる場合、又は、実現する改善とその結果との間に明らかな不均衡が生じる場合に、理由付きの適用除外が認められる条件も定める。これらのデクレは、全国障害者諮問委員会の答申の後に可決される。

コンセイユ・デタの議を経たデクレが定める上限を超える戸数を有する住居の駐車場 (parc) の所有者のものである建造物に関して適用除外が認められた場合、この適用除外の影響を受ける障害者は、コンセイユ・デタの議を経た同じデクレが定める条件において、L.111-7 条でいうアクセシビリティの確保された建物に住居を与えられる権利を有する。

Article L.111-7-3

Les établissements existants recevant du public doivent être tels que toute personne handicapée puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public. L'information destinée au public doit être diffusée par des moyens adaptés aux différents handicaps.

Des décrets en Conseil d'Etat fixent pour ces établissements, par type et par catégorie, les exigences relatives à l'accessibilité prévues à l'article L. 111-7 et aux prestations que ceux-ci doivent fournir aux personnes handicapées. Pour faciliter l'accessibilité, il peut être fait recours aux nouvelles technologies de la communication et à une signalétique adaptée.

Les établissements recevant du public existants devront répondre à ces exigences dans un délai, fixé par décret en Conseil d'Etat, qui pourra varier par type et catégorie d'établissement, sans excéder dix ans à compter de la publication de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Ces décrets, pris après avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées, précisent les dérogations exceptionnelles qui peuvent être accordées aux établissements recevant du public après démonstration de l'impossibilité technique de procéder à la mise en accessibilité ou en raison de contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural ou lorsqu'il y a disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs conséquences.

Ces dérogations sont accordées après avis conforme de la commission départementale consultative de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité, et elles s'accompagnent obligatoirement de mesures de substitution pour les établissements recevant du public et remplissant une mission de service public.

Article L.111-7-4

Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions dans lesquelles, à l'issue de l'achèvement des travaux prévus aux articles L. 111-7-1, L. 111-7-2 et L. 111-7-3 et soumis à permis de construire, le maître d'ouvrage doit fournir à l'autorité qui a délivré ce permis un document attestant de la prise en compte des règles concernant l'accessibilité. Cette attestation est établie par un contrôleur technique visé à l'article L. 111-23 ou par une personne physique ou morale satisfaisant à des critères de compétence et d'indépendance déterminés par ce même décret. Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les propriétaires construisant ou améliorant leur logement pour leur propre usage.

L.111-7-3 条

公衆を収容する既存の施設は、すべての障害者が、公衆の用に供される部分にアクセスし、そこを通行し、そこで提供される情報を受け取ることができるようにしなければならない。公衆向けの情報は、様々な障害に適応した諸手段によって提供されなければならない。

コンセイユ・デタの議を経たデクレにより、施設の種類及びカテゴリー別に、施設に対する L.111-7 条に定めるアクセシビリティ、及び、障害者に提供すべきサービスに関する要請を定める。アクセシビリティを容易にするために、最新の通信技術及び適応した案内標識を活用することができる。

公衆を収容する既存の施設は、障害者の権利及び機会の平等、参加並びに市民権に関する 2005 年 2 月 11 日付け法律第 2005-102 号公布の日から 10 年を限度として、コンセイユ・デタの議を経たデクレが定める期限内に、前項の要請に対応しなければならない。期限は、施設の種類及びカテゴリーにより異なりうる。

全国障害者諮問委員会の答申を経て可決されるこれらのデクレにおいて、アクセシビリティ達成が技術的に不可能であることが証明された場合、若しくは、建造物遺産保護から来る制約を理由とする場合、又は、実現する改善とその結果との間に明らかな不均衡が生じる場合に、公衆を収容する施設に認められる例外的適用除外について定める。この適用除外は、住民保護、安全及びアクセシビリティに関する県の諮問委員会の合致した答申を経て承認される。また、この適用除外には、必ず、公衆を収容し、かつ公役務の使命を果たす施設のための代替措置が伴う。

L.111-7-4 条

L.111-7-1 条、L.111-7-2 条及び L.111-7-3 条に定められ、かつ、建築許可を必要とする工事の終了後、工事責任者が、建築許可の発行当局に対しアクセシビリティに関する規則を配慮した旨を証明する書類を提出するための条件は、コンセイユ・デタの議を経たデクレで定められる。この証明書は L.111-23 条に定める技術監督者、又は、同デクレが定める専門性及び独立性の基準を満足する自然人若しくは法人によって作成される。この規定は、自らの使用のために自己の住居を建築又は改築する所有者には適用されない。

Article L.111-8

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 111-7, L. 123-1 et L. 123-2.

Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de l'autorité administrative compétente mentionnée à l'alinéa précédent.

Article L.152-4

Est puni d'une amende de 45 000 euros le fait, pour les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution de travaux, de méconnaître les obligations imposées par les articles L. 111-4, L. 111-7, L. 111-8, L. 111-9, L. 111-10, L. 111-10-1, L. 112-17, L. 112-18, L. 112-19, L. 125-3, L. 131-4 et L. 135-1, par les règlements pris pour leur application ou par les autorisations délivrées en conformité avec leurs dispositions. En cas de récidive, une peine d'emprisonnement de six mois peut en outre être prononcée.

Les peines prévues à l'alinéa précédent sont également applicables :

- 1° En cas d'inexécution, dans les délais prescrits, de tous travaux accessoires d'aménagement ou de démolition imposés par les autorisations mentionnées au premier alinéa ;
- 2° En cas d'inobservation, par les bénéficiaires d'autorisations accordées pour une durée limitée ou à titre précaire, des délais impartis pour le rétablissement des lieux dans leur état antérieur ou la réaffectation du sol à son ancien usage.

8 Loi n°89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi 861290 du 23-12-1986**Article 1**

Aucune personne ne peut se voir refuser la location d'un logement en raison de son origine, son patronyme, son apparence physique, son sexe, sa situation de famille, son état de santé, son handicap, ses moeurs, son orientation sexuelle, ses opinions politiques, ses activités syndicales ou son appartenance ou sa non-appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

L.111-8 条

公衆を収容する施設の建築、整備又は改修を目的とする工事は、L.111-7 条、L.123-1 条及び L.123-2 条に定める規則との合致を確認する行政当局の許可を得て、初めて施行することができる。

これらの工事が建築許可を必要とする場合は、建築許可の発行が前項記載の管轄行政当局の承諾の対象となることから、建築許可をもって、前項記載の許可とする。

L.152-4 条 1 項 2 項

土地の利用者、工事の受益者、建築家、請負業者、又は、その他の工事に責任を負う者が、L.111-4 条、L.111-7 条、L.111-8 条、L.111-9 条、L.111-10 条、L.111-10-1 条、L.112-17 条、L.112-18 条、L.112-19 条、L.125-3 条、L.131-4 条及び L.135-1 条、これらの適用規則、又は、これら規定にしたがって与えられる拒否によって課せられた義務を無視した場合、45,000 ユーロの罰金が科せられる。再犯の場合、6 か月の拘禁刑が、加えられうる。

前項に定められた罰則は、以下の場合にも適用される：

- 1^o 定められた期間内に、第 1 項の許可によって課される改修又は解体に付随する工事を全く履行していない場合；
- 2^o 一定の期間について又は仮の許可を受けた者が、従前の状態にある家屋の再建、又は、かつて使用していた土地の再整備のために与えられた猶予期間に違反した場合。

8 賃貸借関係の改善を目指す 1989 年 7 月 6 日の法律（第 89-462 号）

第 1 条 3 項 4 項

何人も、その出自、姓、身体的外観、性別、家族状況、健康状態、障害、風習、性的指向、政治的信条、組合活動、又は、特定の民族、国家、人種若しくは宗教への実際若しくは想定上の帰属若しくは非帰属を理由として、住宅の賃貸を拒否されない。

En cas de litige relatif à l'application de l'alinéa précédent, la personne s'étant vu refuser la location d'un logement présente des éléments de fait laissant supposer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte. Au vu de ces éléments, il incombe à la partie défenderesse de prouver que sa décision est justifiée. Le juge forme sa conviction après avoir ordonné, en cas de besoin, toutes les mesures d'instruction qu'il estime utiles.

9 Loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations

Article 1

Constitue une discrimination directe la situation dans laquelle, sur le fondement de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race, sa religion, ses convictions, son âge, son handicap, son orientation sexuelle ou son sexe, une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne l'aura été dans une situation comparable.

Constitue une discrimination indirecte une disposition, un critère ou une pratique neutre en apparence, mais susceptible d'entraîner, pour l'un des motifs mentionnés au premier alinéa, un désavantage particulier pour des personnes par rapport à d'autres personnes, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par un but légitime et que les moyens pour réaliser ce but ne soient nécessaires et appropriés.

La discrimination inclut :

- 1° Tout agissement lié à l'un des motifs mentionnés au premier alinéa et tout agissement à connotation sexuelle, subis par une personne et ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement hostile, dégradant, humiliant ou offensant ;
- 2° Le fait d'enjoindre à quiconque d'adopter un comportement prohibé par l'article 2.

Article 2

Sans préjudice de l'application des autres règles assurant le respect du principe d'égalité :

- 1° Toute discrimination directe ou indirecte fondée sur l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race est interdite en matière de protection sociale, de santé, d'avantages sociaux, d'éducation, d'accès aux biens et services ou de fourniture de biens et services ;

前項の適用に関する訴訟において、住宅の賃貸を拒否された者は、直接的又は間接的差別の存在を推認させる事実を提示する。この諸要素を見て、被告側が、自らの決定が正当化されることを証明しなければならない。裁判官は、必要な場合には、有用と考えたすべての指示を行った後、その心証を形成する。

9 差別対策分野の EU 法への適合を目指す様々な規定を定める 2008 年 5 月 27 日の法律 (第 2008-496 号)

第 1 条

特定の民族若しくは人種への実際若しくは想定上の帰属若しくは非帰属、宗教、信条、年齢、障害、性的指向又は性別に基づいて、ある者が、比肩しうる状況の他の者が受けている、受けていた、又は、受けるであろう処遇よりも不利な処遇を受けるとき、それは、直接的差別に該当する。

見かけは中立的な規定、基準又は慣行が、第 1 項に記載の理由の 1 つのために、特定の者に他の者より特別な不利益をもたらす可能性がある場合、この規定、基準又は慣行は、正当な目的によって客観的に正当化され、かつ、この目的に到達する方法が必要かつ適切である場合を除き、間接的差別に該当する。

差別には次のことが含まれる：

- 1⁰ ある者が被る第 1 項記載の理由のいずれかに関連するあらゆる行為、及び、性的含意を有するあらゆる行為で、それを被った者の尊厳を傷つけるか、又は、敵対的、中傷的、侮辱的若しくは非礼的状况を現出させる目的若しくは効果を有するもの；
- 2⁰ 何人に対してであれ、第 2 条により禁止された行為を行うよう命令すること。

第 2 条

平等の原則の遵守を保障するその他の規則の適用を妨げることなく、

- 1⁰ 社会的保護、保健、福利厚生、教育、財及びサービスへのアクセス、又は、その支給における、特定の民族若しくは人種への実際若しくは想定上の帰属若しくは非帰属に基づく直接的又は間接的差別はすべて、禁止される；

2° Toute discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe, l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle est interdite en matière d'affiliation et d'engagement dans une organisation syndicale ou professionnelle, y compris d'avantages procurés par elle, d'accès à l'emploi, d'emploi, de formation professionnelle et de travail, y compris de travail indépendant ou non salarié, ainsi que de conditions de travail et de promotion professionnelle.

Ce principe ne fait pas obstacle aux différences de traitement fondées sur les motifs visés à l'alinéa précédent lorsqu'elles répondent à une exigence professionnelle essentielle et déterminante et pour autant que l'objectif soit légitime et l'exigence proportionnée ;

3° Toute discrimination directe ou indirecte est interdite en raison de la grossesse ou de la maternité, y compris du congé de maternité.

Ce principe ne fait pas obstacle aux mesures prises en faveur des femmes pour ces mêmes motifs ;

4° Toute discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe est interdite en matière d'accès aux biens et services et de fourniture de biens et services.

Ce principe ne fait pas obstacle :

— à ce que soient faites des différences selon le sexe lorsque la fourniture de biens et services exclusivement ou essentiellement destinés aux personnes de sexe masculin ou de sexe féminin est justifiée par un but légitime et que les moyens de parvenir à ce but sont nécessaires et appropriés ;

— au calcul des primes et à l'attribution des prestations d'assurance dans les conditions prévues par l'article L. 111-7 du code des assurances ;

— à l'organisation d'enseignements par regroupement des élèves en fonction de leur sexe.

Article 3

Aucune personne ayant témoigné de bonne foi d'un agissement discriminatoire ou l'ayant relaté ne peut être traitée défavorablement de ce fait.

Aucune décision défavorable à une personne ne peut être fondée sur sa soumission ou son refus de se soumettre à une discrimination prohibée par l'article 2.

Article 4

Toute personne qui s'estime victime d'une discrimination directe ou indirecte présente devant la juridiction compétente les faits qui permettent d'en présumer l'existence. Au vu de ces éléments, il appartient à la partie défenderesse de prouver que la mesure en cause est justifiée par des éléments objectifs étrangers à toute discrimination. Le présent article ne s'applique pas devant les juridictions pénales.

2⁰ 労働組合又は職業組織への加入及び参加、右組織により支給される利益、雇用へのアクセス、雇用、職業訓練、並びに、自営及び非賃金労働を含む労働、さらには、労働条件及び昇進における、性別、特定の民族若しくは人種への実際若しくは想定上の帰属若しくは非帰属、宗教若しくは信条、障害、年齢、又は、性的指向に基づく直接的又は間接的差別はすべて、禁止される。

この原則は、職業上の本質的かつ決定的な要請にこたえるために、正当な目的かつ妥当な要請の範囲内で、前段に定める理由に基づいておこなわれる取扱いの差異を妨げない；

3⁰ 出産休暇を含む妊娠又は育児に基づく直接的又は間接的差別はすべて、禁止される。

この原則は、同様の理由を考慮して女性の利益のために取られる措置を妨げない；

4⁰ 財及びサービスへのアクセス、並びに、その支給における、性別に基づく直接的又は間接的差別はすべて、禁止される。

この原則は次のことを妨げない。

- 本質的かつ排他的に男性又は女性を対象とする財及びサービスの供給が正当な目的によって正当化されるとともに、その目的を達成する手段が必要かつ適切である場合の性別による異なる処遇；
- 保険法典 L.111-7 条に定める条件に基づく保険料の計算及び保険金給付；
- 性別に基づいて生徒の編成を行う教育機関。

第3条

何人も、差別行為を良心に従って証言したこと、又は、供述したことをもって、不利益な取扱いを受けてはならない。

何人に対しても、第2条によって禁止された差別に対する服従、又は、服従の拒否に基づき不利益な決定をおこなってはならない。

第4条

直接的又は間接的差別の犠牲になったと考える者は、管轄裁判所においてかかる差別の存在を推定させる事実を提示する。この諸要素を見て、被告側が、問題となっている措置がいかなる差別とも関係のない客観的要素によって正当化できることを証明しなければならない。

Article 5

I. - Les articles 1er à 4 et 7 à 10 s'appliquent à toutes les personnes publiques ou privées, y compris celles exerçant une activité professionnelle indépendante.

II. - Ils s'entendent sans préjudice des dispositions et conditions relatives à l'admission et au séjour des ressortissants des pays non membres de l'Union européenne et des apatrides.

10 Loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité

Article 1

Il est institué une autorité administrative indépendante dénommée haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

La haute autorité est compétente pour connaître de toutes les discriminations, directes ou indirectes, prohibées par la loi ou par un engagement international auquel la France est partie.

Article 2

La haute autorité est composée d'un collège de onze membres nommés par décret du Président de la République :

- deux membres, dont le président, désignés par le Président de la République ;
- deux membres désignés par le président du Sénat ;
- deux membres désignés par le président de l'Assemblée nationale ;
- deux membres désignés par le Premier ministre ;
- un membre désigné par le vice-président du Conseil d'Etat ;
- un membre désigné par le premier président de la Cour de cassation ;
- un membre désigné par le président du Conseil économique et social.

Les désignations du Président de la République, du président du Sénat, du président de l'Assemblée nationale et du Premier ministre concourent à une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes.

Le mandat du président et des membres de la haute autorité a une durée de cinq ans. Il n'est ni révocable, ni renouvelable.

Les membres du collège, à l'exception du président, sont renouvelables par moitié tous les trente mois.

第5条

I- 第1条ないし第4条、及び、第7条ないし第10条は、自営業を営む者も含め、すべての公法人又は私法人に適用される。

II- いずれの条項も、欧州連合非加盟国出身者及び無国籍者の受入れ及び滞在に関する法令及び条件を侵害することなく解釈される。

10 HALDE の創設に関する 2004 年 12 月 30 日の法律（第 2004-1486 号）

第1条

高等差別禁止平等対策機関（HALDE）と称する独立行政機関を設置する。

高等機関は、法律又はフランスが締結した国際的取決めによって禁じられたすべての直接的又は間接的差別を審理する権限を有する。

第2条

高等機関は、共和国大統領デクレによって任命される 11 名からなる評議会で構成する：

- 共和国大統領の指名による評議員 2 名、うち 1 名は議長；
- 上院議長の指名による評議員 2 名；
- 国民議会議長の指名による評議員 2 名；
- 首相の指名による評議員 2 名；
- コンセイユ・ダタ副長官の指名による評議員 1 名；
- 破毀院長官の指名による評議員 1 名；
- 経済社会評議会議長の指名による評議員 1 名。

共和国大統領、上院議長、国民議会議長及び首相による指名は、男女の間の均衡の取れた構成となるよう協力する。

高等機関の議長及び評議員の任期は 5 年とする。解任及び再任はできない。

評議会の構成員は、議長を除き、30 か月ごとにその半数を改選する。

En cas de vacance d'un siège de membre du collège pour quelque cause que ce soit, il est pourvu à la nomination, dans les conditions prévues au présent article, d'un nouveau membre pour la durée du mandat restant à courir. Son mandat peut être renouvelé s'il a occupé ces fonctions de remplacement pendant moins de deux ans.

La haute autorité crée auprès d'elle un comité consultatif permettant d'associer à ses travaux des personnalités qualifiées choisies parmi des représentants des associations, des syndicats, des organisations professionnelles et toutes autres personnes ayant une activité dans le domaine de la lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité.

Elle dispose de services, placés sous l'autorité de son président, pour lesquels elle peut recruter des agents contractuels. Les agents de la haute autorité assermentés et spécialement habilités par le procureur de la République peuvent constater par procès-verbal les délits de discrimination, notamment dans le cas où il est fait application des dispositions de l'article 225-3-1 du code pénal.

Le président représente la haute autorité et a qualité pour agir au nom de celle-ci.

En cas de partage égal des voix, celle du président de la haute autorité est prépondérante.

Article 3

I. - Aucun membre de la haute autorité ne peut :

- participer à une délibération ou procéder à des investigations relatives à un organisme au sein duquel il détient un intérêt, direct ou indirect, exerce des fonctions ou détient un mandat ;
- participer à une délibération ou procéder à des investigations relatives à un organisme au sein duquel il a, au cours des trois années précédant la délibération ou les vérifications, détenu un intérêt direct ou indirect, exercé des fonctions ou détenu un mandat.

II. - Tout membre de la haute autorité doit informer le président des intérêts directs ou indirects qu'il détient ou vient à détenir, des fonctions qu'il exerce ou vient à exercer et de tout mandat qu'il détient ou vient à détenir au sein d'une personne morale. Ces informations, ainsi que celles concernant le président, sont tenues à la disposition des membres de la haute autorité.

Le président de la haute autorité prend les mesures appropriées pour assurer le respect des obligations résultant du présent article.

Article 4

Toute personne qui s'estime victime de discrimination peut saisir la haute autorité, dans des conditions précisées par décret en Conseil d'Etat.

La haute autorité peut aussi se saisir d'office des cas de discrimination directe ou indirecte dont elle a connaissance, sous réserve que la victime, lorsqu'elle est identifiée, ait été avertie et qu'elle ne s'y soit pas opposée.

理由のいかんを問わず、評議会の構成員に欠員が生じたときには、残余の任期のために、本条に定める条件に従って新たな評議員の任命を行う。その者の任期は、代わって任務についた期間が2年未満である場合には、更新されうる。

高等機関は、そのもとに諮問委員会を設置し、非営利団体、組合及び職業組織の代表者、並びに、差別防止及び平等促進の分野で活動するその他のあらゆる者のなかから選ばれた資格を備えた人材をその作業に参加させる。

高等機関は、議長の権限下に部局を置き、当該部局で働く嘱託公務員を採用することができる。宣誓をおこない、共和国検事により特別な資格を付与された高等機関の職員は、特に、刑法典第 225-3-1 条の規定が適用される場合に、調書によって差別罪の確認を行う。

議長は高等機関を代表し、その名において行動する資格を有する。

賛否同数の場合は、高等機関議長が裁決権を有する。

第3条

I.- 高等機関のいずれの評議員も、

- 自らが直接的又は間接的な利害を有している、職務を果たしている、若しくは、委任を受けた組織体の審議又は調査に参加することはできない。
- 過去3年間に、自らが直接的又は間接的に利害を有した、職務を果たした、若しくは、委任を受けた組織体に関する審議又は調査に参加することはできない。

II.- 高等機関のすべての評議員は、議長に対し、いずれかの法人において有している、又は、たまたま有した直接的又は間接的利害関係、行った、又は、たまたま行った職務、並びに、保持している、又は、たまたま保持したすべての任務を報告しなければならない。これらの情報は、議長に関するものも含めて、高等機関評議員が閲覧できるようにすることを義務付けられている。

高等機関議長は、本条に基づく義務を遵守させるために適切な措置を講じる。

第4条

自らを差別の被害者と考える者は誰でも、コンセイユ・デタの議を経たデクレに定める条件のもとに、高等機関に申し立てることができる。

高等機関は、また、自らが知りえた直接的又は間接的差別の事案に、被害者が特定された場合には被害者に通知し、かつ、その被害者の反対がないことを条件に、職権で介入することができる。

Les victimes de discrimination peuvent également saisir la haute autorité par l'intermédiaire d'un député, d'un sénateur ou d'un représentant français au Parlement européen.

Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant par ses statuts de combattre les discriminations ou d'assister les victimes de discrimination, peut saisir la haute autorité conjointement avec toute personne qui s'estime victime de discrimination et avec son accord.

La saisine de la haute autorité n'interrompt ni ne suspend les délais relatifs à la prescription des actions en matière civile et pénale et aux recours administratifs et contentieux.

Article 5

La haute autorité recueille toute information sur les faits portés à sa connaissance.

A cet effet, elle peut demander des explications à toute personne physique ou à toute personne morale de droit privé mise en cause devant elle. Elle peut aussi demander communication d'informations et de documents quel qu'en soit le support et entendre toute personne dont le concours lui paraît utile.

Les personnes auxquelles la haute autorité demande des explications en application de l'alinéa précédent peuvent se faire assister du conseil de leur choix. Un procès-verbal contradictoire de l'audition est dressé et remis à la personne entendue.

Article 6

Les autorités publiques et les organismes chargés d'une mission de service public sont tenus d'autoriser les agents placés sous leur autorité à répondre à toute demande de la haute autorité. Ces agents sont tenus de déférer à cette demande.

Les agents mis en cause devant la haute autorité et entendus par elle en application du premier alinéa peuvent se faire assister du conseil de leur choix. Un procès-verbal contradictoire de l'audition est dressé et remis à la personne entendue.

Les autorités publiques doivent prendre toutes mesures pour faciliter la tâche de la haute autorité. Elles communiquent à celle-ci, sur sa demande motivée, toutes informations et pièces utiles à l'exercice de sa mission telle qu'elle est définie à l'article 1er.

La haute autorité peut demander dans les mêmes conditions aux ministres compétents de saisir les corps de contrôle en vue de faire des études, des vérifications ou des enquêtes relevant de leurs attributions. Les ministres informent la haute autorité des suites données à ces demandes.

Article 7

La haute autorité assiste la victime de discrimination dans la constitution de son dossier. Elle aide la victime à identifier les procédures adaptées à son cas.

差別の被害者は、国民議会議員、上院議員又は欧州議会フランス代表を介して、高等機関に申し立てることもできる。

定款において差別防止又は差別被害者支援を表明し、事実の日より5年以上前に正規の届出がなされている非営利組織はすべて、差別被害者の合意を得て、当該差別被害者ととも高等機関に申し立てることができる。

高等機関への申立ては、民事訴訟及び刑事告訴の時効、並びに、行政不服申立て及び行政訴訟の時効を中断又は停止しない。

第5条

高等機関は、申し立てられた事実に関し、あらゆる情報を収集する。

高等機関は、このために、申し立てられたすべての自然人又は私法の法人に説明を求めることができる。高等機関は、また、媒体のいかんを問わず、情報及び資料の提出を求め、その協力が有益だと思われるあらゆる人から事情聴取を行うことができる。

前項の適用により、高等機関から説明を求められた者は、自ら選んだ助言者の補佐を受けることができる。聴取の対席調書が作成され、供述人に手交される。

第6条

公的機関及び公役務を任務とする機関は、管轄下にある職員が、高等機関のあらゆる要求に応えることが出来るようにしなければならない。職員は、かかる要求に従わなければならない。

高等機関に申し立てられ、第1項の適用により高等機関の聴取を受ける職員は、自ら選んだ助言者の補佐を受けることができる。聴取の対席調書が作成され、供述人に手交される。

公的機関は、高等機関の任務を容易にするためにあらゆる措置を講じなければならない。公的機関は、高等機関の理由を付した要求に基づき、第1条に定める使命の遂行に有益なすべての情報及び書類を高等機関に提出する。

高等機関は、同様の条件の下で、管轄大臣に対し、その権限に属する調査、確認又は審査を行う観点から、監視組織に審理を付託するよう要求することができる。大臣は、高等機関に対し、その要求に対する結果を通知する。

第7条

高等機関は、差別被害者の書類作成を補佐する。高等機関は、被害者が自分の事案に適合した手続を特定できるように助ける。

La haute autorité peut procéder ou faire procéder à la résolution amiable des différends portés à sa connaissance, par voie de médiation.

Lorsqu'il est procédé à cette médiation, les constatations et les déclarations recueillies au cours de celle-ci ne peuvent être ni produites ni invoquées ultérieurement dans les instances civiles ou administratives, sans l'accord des personnes intéressées.

Article 8

La haute autorité peut, après avis adressé aux personnes intéressées et avec leur accord, charger un ou plusieurs de ses membres ou de ses agents de procéder à des vérifications sur place, dans les locaux administratifs, ainsi que dans les lieux, locaux, moyens de transport accessibles au public et dans les locaux professionnels, à condition que ces derniers soient exclusivement consacrés à cet usage.

Lors de ses vérifications sur place, elle peut entendre toute personne susceptible de fournir des informations.

Les agents de la haute autorité qui sont autorisés à procéder à des vérifications sur place en application du présent article reçoivent une habilitation spécifique donnée par le procureur général près la cour d'appel du domicile de l'agent dans des conditions et selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

En cas d'opposition du responsable des lieux, le président de la haute autorité peut saisir le juge des référés d'une demande motivée afin qu'il autorise les vérifications sur place. Les vérifications s'effectuent alors sous l'autorité et le contrôle du juge qui les a autorisées. Celui-ci peut se rendre dans les locaux durant l'intervention. A tout moment, il peut décider l'arrêt ou la suspension des vérifications.

Article 9

Lorsque ses demandes formulées en vertu des articles 5 et 6 ne sont pas suivies d'effet, la haute autorité peut mettre en demeure les personnes intéressées de lui répondre dans un délai qu'elle fixe.

Lorsque la mise en demeure n'est pas suivie d'effet, le président de la haute autorité peut saisir le juge des référés d'une demande motivée aux fins d'ordonner toute mesure d'instruction que ce dernier juge utile.

高等機関は、申立てを受けた紛争に関し、調停によって和解を行うか、又は、和解をおこなわせることができる。

調停がおこなわれたときには、その際に収集された確認事実及び陳述は、利害関係人の承諾なしに、後日民事又は行政訴訟において提示、又は、引用されてはならない。

第8条

高等機関は、利害関係人に通知をおこなった後、その同意のもとに、1人若しくは複数の評議員又は職員に対し、行政機関の内部、公衆が立ち入ることのできる場所、建物及び交通機関の内部、並びに、その用途のみに使用されている事業所の内部での現場検証をおこなわせることができる。

現場検証の際、高等機関は、情報を提供できるあらゆる人から事情を聴取することができる。

本条の適用により現場検証の実施を許可された高等機関の職員は、コンセイユ・データの議を経たデクレが定める条件及び方法で、職員の住所の控訴院の検事長によって与えられる特別授権を受ける。

現場の責任者から異議申立てがあった場合には、高等機関議長は、急速審理裁判官に対し理由を付した請求をおこない、現場検証の許可を求めることができる。この場合、現場検証は、それを許可した裁判官の権限及び監督下において実施される。立入りの間、裁判官は現場に出向くことができる。裁判官は、いつでも現場検証の中断又は停止を決定することができる。

第9条

第5条及び第6条に基づきおこなった要求に回答がないとき、高等機関は、関係人に対し、自らが定めた期限内に回答を行うよう命じることができる。

命令に応じなかった場合、高等機関議長は、急速審理裁判官に対し、理由を付した請求をおこない、裁判官が有益と判断するあらゆる命令措置を求めることができる

Article 10

Les personnes astreintes au secret professionnel ne peuvent être poursuivies en application des dispositions de l'article 226-13 du code pénal pour les informations à caractère secret qu'elles auront pu révéler à la haute autorité, à l'exception de celles visées à l'article 66-5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, dès lors que ces informations entrent dans le champ de compétence de la haute autorité tel que prévu à l'article 1er de la présente loi.

Les membres et les agents de la haute autorité ainsi que les personnalités qualifiées auxquelles il est fait appel sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes ou renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions, sous réserve des éléments nécessaires à l'établissement des avis, des recommandations et des rapports.

Article 11

La haute autorité peut formuler des recommandations tendant à remédier à tout fait ou à toute pratique qu'elle estime être discriminatoire, ou à en prévenir le renouvellement.

Les autorités ou personnes intéressées sont tenues, dans un délai fixé par la haute autorité, de rendre compte à celle-ci de la suite donnée à ces recommandations. La haute autorité peut rendre ses recommandations publiques dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

En l'absence de compte rendu des personnes intéressées ou si elle estime, au vu du compte rendu qui lui est communiqué, que sa recommandation n'a pas été suivie d'effet, la haute autorité peut établir un rapport spécial qui est publié au Journal officiel de la République française.

Article 11-1

Lorsqu'elle constate des faits constitutifs d'une discrimination sanctionnée par les articles 225-2 et 432-7 du code pénal et L. 122-45 et L. 123-1 du code du travail, la haute autorité peut, si ces faits n'ont pas déjà donné lieu à la mise en mouvement de l'action publique, proposer à l'auteur des faits une transaction consistant dans le versement d'une amende transactionnelle dont le montant ne peut excéder 3 000 s'il s'agit d'une personne physique et 15 000 s'il s'agit d'une personne morale et, s'il y a lieu, dans l'indemnisation de la victime. Le montant de l'amende est fixé en fonction de la gravité des faits ainsi que des ressources et des charges de la personne.

La transaction proposée par la haute autorité et acceptée par l'auteur des faits ainsi que, s'il y a lieu, par la victime doit être homologuée par le procureur de la République.

La personne à qui est proposée une transaction est informée qu'elle peut se faire assister par un avocat avant de donner son accord à la proposition de la haute autorité.

第 10 条

職務上の守秘義務を課せられた者は、高等機関に対し明かした秘密情報に関し、一定の司法及び法律職の改革に関する 1971 年 12 月 31 日付け法律（第 71-1130 号）第 66-5 条に定めるものを除き、その情報が本法律第 1 条にいう高等機関の管轄権限内に入るものであれば、刑法典第 226-13 条の規定の適用によって起訴されない。

高等機関の評議員及び職員並びに招致された有識者は、職務上知りえた事実、行為又は情報に関して、答申、勧告及び報告書の作成に必要な要素を除き、職業上の守秘義務を課せられる。

第 11 条

高等機関は、差別であると判断するあらゆる事実若しくは実践を改善する、又は、その再発を予防するための勧告を行うことができる。

関係当局又は関係者は、高等機関により定められた期限内に、同機関の勧告に対する対応を同機関に報告しなければならない。高等機関は、コンセイユ・デタの議を経たデクレに定める条件に基づき、勧告を公表することができる。

関係者からの報告がない場合、又は、提出された報告にかんがみ、高等機関からの勧告に効果的な対応がなされていないと判断した場合、高等機関は、特別報告書を作成し、フランス共和国官報に掲載することができる。

第 11-1 条

高等機関は、刑法典第 225-2 条及び第 432-7 条、並びに、労働法典 L.122-45 条（現 L.1132-1 条）及び L.123-1 条（現 L.1142-1 条）によって処罰の対象となる差別に該当する事実を確認したときには、その事実がすでに公訴手続にかけられていなければ、当該事実の行為者に対し、自然人の場合は 3000、法人の場合は 15,000 以下の和解金の支払い、及び、必要があれば、被害者に対する賠償金支払いからなる和解を提案することができる。和解金の額は、事実の重大性並びに当事者の資産及び責任に応じて決定される。

高等機関によって提示され、加害者、及び、必要があれば被害者によって承諾された和解は、共和国検事によって認可されなければならない。

和解の提案を受けた者は、高等機関の提案を承諾する前に、弁護士の補佐を受けることができる旨通知される。

Article 11-2

Dans les cas visés à l'article 11-1, la haute autorité peut également proposer que la transaction consiste dans :

- 1° L'affichage d'un communiqué, dans des lieux qu'elle précise et pour une durée qui ne peut excéder deux mois ;
- 2° La transmission, pour information, d'un communiqué au comité d'entreprise ou au délégué du personnel ;
- 3° La diffusion d'un communiqué, par son insertion au Journal officiel ou dans une ou plusieurs autres publications de presse, ou par la voie de services de communication électronique, sans que ces services de publication ou de communication puissent s'y opposer ;
- 4° L'obligation de publier la décision au sein de l'entreprise.

Les frais d'affichage ou de diffusion sont à la charge de l'intéressé, sans pouvoir toutefois excéder le maximum de l'amende transactionnelle prévue à l'article 11-1.

Article 11-3

Les actes tendant à la mise en oeuvre ou à l'exécution de la transaction sont interruptifs de la prescription de l'action publique.

L'exécution de la transaction constitue une cause d'extinction de l'action publique. Elle ne fait cependant pas échec au droit de la partie civile de délivrer citation directe devant le tribunal correctionnel. Le tribunal, composé d'un seul magistrat exerçant les pouvoirs conférés au président, ne statue alors que sur les seuls intérêts civils.

En cas de refus de la proposition de transaction ou d'inexécution d'une transaction acceptée et homologuée par le procureur de la République, la haute autorité, conformément aux dispositions de l'article 1er du code de procédure pénale, peut mettre en mouvement l'action publique par voie de citation directe.

Un décret précise les modalités d'application des articles 11-1 et 11-2 et du présent article.

Article 12

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 11-1, lorsqu'il apparaît à la haute autorité que les faits portés à sa connaissance sont constitutifs d'un crime ou d'un délit, elle en informe le procureur de la République. Elle lui fait savoir, le cas échéant, qu'une mission de médiation a été initiée en application des dispositions de l'article 7.

Le procureur de la République informe la haute autorité des suites données à ses transmissions.

第 11-2 条

第 11-1 条の場合において、高等機関は、次の和解案を提示することもできる：

- 1⁰ 声明文を、高等機関が指定する場所に 2 か月を超えない期間掲示；
- 2⁰ 声明文を、情報として企業委員会又は従業員代表に通知；
- 3⁰ 声明文を、官報若しくはその他の 1 つ若しくは複数の報道出版物に掲載、又は、電子通信サービスを通じて公表。出版業者又は通信事業者はこれに異議を申し立てることはできない；
- 4⁰ 企業内で決定を公表する義務。

掲載又は公表の費用は、当事者の負担とする。ただし、その金額は第 11-1 条に定める和解金の最高額を超えることはない。

第 11-3 条

和解の実現又は実施に向けての手続は、公訴の時効を中断させる。

和解の実施は、公訴手続の消滅の理由となる。しかしながら、それによって、軽罪裁判所への直接召喚を行う私訴原告人の権利は妨げられない。その場合、裁判は、裁判長に付与された権限を行使する司法官 1 人で構成し、民事の訴えの利益に関してのみ判断を下す。

和解案の拒否、又は、承諾され、かつ、共和国検事の認可を受けた和解の不履行の場合、高等機関は、刑事手続法典第 1 条の規定に従って、直接召還による公訴手続の開始を行うことができる。

第 11-1 条、第 11-2 条及び本条の適用方法は、デクレにおいて定める。

第 12 条

高等機関が知りえた事実が、重罪又は軽罪を構成すると判断されるとき、高等機関は、第 11-1 条の規定の適用を妨げることなく、共和国検事に通知する。必要があれば、第 7 条の適用により調停手続が開始されていることも共和国検事に通知する。

共和国検事は、高等機関に対し、その通知の結果を報告する。

Si la haute autorité est saisie de faits donnant lieu à enquête pénale ou pour lesquels une information judiciaire est ouverte ou des poursuites judiciaires sont en cours, elle doit recueillir l'accord préalable des juridictions pénales saisies ou du procureur de la République pour la mise en oeuvre des dispositions des articles 5 à 9 ou des dispositions de l'article 11-1.

Article 13

Les juridictions civiles, pénales ou administratives peuvent, lorsqu'elles sont saisies de faits relatifs à des discriminations, d'office ou à la demande des parties, inviter la haute autorité ou son représentant à présenter des observations. La haute autorité peut elle-même demander à être entendue par ces juridictions ; dans ce cas, cette audition est de droit.

Article 14

La haute autorité porte à la connaissance des autorités ou personnes publiques investies du pouvoir disciplinaire les faits de nature à entraîner des poursuites disciplinaires. La personne mise en cause en est tenue informée. La haute autorité est informée des suites données à ses transmissions.

La haute autorité, lorsqu'elle a constaté la commission d'actes discriminatoires mentionnés au deuxième alinéa de l'article 1er dans l'activité professionnelle d'une personne physique ou morale soumise à agrément ou autorisation par une autorité publique, ou à l'encontre de laquelle une telle autorité dispose du pouvoir de prendre des mesures conservatoires ou des sanctions pour non-respect de la législation relative aux discriminations ou au titre de l'ordre et des libertés publics, peut recommander à cette autorité publique de faire usage des pouvoirs de suspension ou de sanction dont elle dispose. La haute autorité est tenue informée des suites apportées à sa recommandation.

Article 15

La haute autorité mène des actions de communication et d'information propres à assurer la promotion de l'égalité. Elle favorise la mise en oeuvre de programmes de formation.

Elle conduit et coordonne des travaux d'études et de recherches relevant de sa compétence et suscite et soutient les initiatives de tous organismes publics ou privés en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption d'engagements visant à la promotion de l'égalité.

Elle identifie et promeut toute bonne pratique en matière d'égalité des chances et de traitement.

Elle peut recommander toute modification législative ou réglementaire. Elle est consultée par le Gouvernement sur tout projet de loi relatif à la lutte contre les discriminations et à la promotion de l'égalité. Elle peut également être consultée par le Gouvernement sur toute question relative à ces domaines.

刑事捜査の対象になりうるか、又は、そのために予審が開始されているか、若しくは、司法上の起訴がおこなわれている事実について申立てを受けた場合、高等機関は、第5条ないし第9条までの規定、又は、第11-1条の規定を実行するために、提訴を受理した刑事裁判所又は共和国検事の事前の了解を取り付けなければならない。

第13条

民事、刑事又は行政裁判所は、差別に関連する事実の提訴を受けたときには、職権により、又は、両当事者の請求に基づき、高等機関又はその代理人に意見を述べるよう要請できる。高等機関は、これら裁判所からの聴聞を受けることを自ら求めることができる。この場合、聴聞は権利である。

第14条

高等機関は、懲戒権を付与された公的機関又は公法人に対し、懲戒手続を開始させる事実を通知する。嫌疑をかけられた者も、その旨通知される。高等機関は、その通知の結果に関する情報を提供されるものとする。

公的機関による承認若しくは認可を必要とする自然人若しくは法人、又は、公的機関によって差別に関する法令の不遵守を理由に若しくは公の秩序及び自由の名目で保全措置若しくは制裁措置を採られうる自然人若しくは法人が、その職業活動において第1条第2項記載の差別行為をおこなっていることが確認された場合、高等機関は、当該公的機関に対し、同機関が有する停止又は制裁の権限を行使するよう勧告することができる。高等機関は、勧告に対する結果を通知されるものとする。

第15条

高等機関は、平等の促進を図るために、適切な広報及び情報提供活動を展開する。高等機関は、教育プログラムの実施を奨励する。

高等機関は、その管轄に属する分野の調査及び研究活動を推進、調整し、平等の促進を目指す取決めの作成及び採択に関するあらゆる公的又は私的機関の発意を促し、支援する。

高等機関は、機会の平等及び平等取扱いに関するあらゆる優れた実践を特定し、奨励する。

高等機関は、あらゆる法令の修正を勧告することができる。高等機関は、差別対策及び平等促進に関するあらゆる法律案に関して、政府の諮問を受ける。高等機関は、また、この分野に関連するあらゆる問題に関して政府の諮問を受ける。

Avant le 31 décembre 2009, la haute autorité remet un rapport au Parlement qui dresse le bilan de la politique de gestion des ressources humaines menée par les sociétés nationales de programme visées à l'article 44 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication afin de lutter contre les discriminations et de mieux refléter la diversité de la société française.

Elle contribue, à la demande du Premier ministre, à la préparation et à la définition de la position française dans les négociations internationales dans le domaine de la lutte contre les discriminations. Elle peut participer, à la demande du Premier ministre, à la représentation française dans les organisations internationales et communautaires compétentes en ce domaine.

Article 16

La haute autorité remet chaque année au Président de la République, au Parlement et au Premier ministre un rapport rendant compte de l'exécution de ses missions et énumérant les discriminations portées à sa connaissance. Ce rapport est rendu public.

Article 17

Les crédits nécessaires à la haute autorité pour l'accomplissement de sa mission sont inscrits au budget du ministère chargé des affaires sociales. Son président est ordonnateur des recettes et des dépenses.

La haute autorité est soumise au contrôle de la Cour des comptes.

11 Guide de la compensation du handicap dans l'insertion professionnelle

(1) GRILLES D'AIDE A L'ANALYSE DES SITUATIONS PAR TYPE DE HANDICAP

L'aide à l'analyse s'effectue au moyen de deux groupes de grilles :

- le premier groupe est destiné à l'analyse des problématiques liées à la **formation** professionnelle des personnes handicapées,
- le deuxième groupe est destiné à l'analyse des problématiques liées à la **situation de travail** des salariés handicapés.

Dans chaque groupe, sont traités les besoins par types de handicaps suivants :

- déficience auditive,
- déficience visuelle,

2009年12月31日までに、高等機関は、差別対策を講じ、フランス社会の多様性をより反映させるために、通信の自由に関する1986年9月30日の法律（第86-1067号）第44条に定められた国営テレビ会社による人的資源管理政策の総括を行う報告書を議会に提出する。

高等機関は、首相の要請に基づき、差別禁止分野の国際交渉におけるフランスの見解の準備及び決定に協力する。高等機関は、首相の要請に基づき、差別禁止分野を管轄する国際機関及びEUの機関のフランス代表団に参加する。

第16条

高等機関は、毎年、共和国大統領、議会及び首相に対し、自らの任務の履行についての報告書を提出し、そのなかで、知るところとなった差別を列挙する。この報告書は、公表される。

第17条

高等機関の任務遂行に必要な予算は、社会問題を担当する省の予算に組み込まれる。議長が、徴収及び支出の支払命令官を務める。

高等機関は、会計検査院の監査を受ける。

11 ガイドライン：職業的参入のための障害補償ガイド（9～17ページ）

作成者：障害者職業参入基金管理運営機関（Agefiph）

（1） 障害種類別の状況分析のための支援リスト

分析を助けるために2種類のリストを使う：

- 第1のリストは、障害者の**職業訓練**に関する問題分析のためのものである。
- 第2のリストは、障害労働者の**労働環境**に関する問題分析のためのものである。

各リストにおいて、以下に掲げる障害の種類ごとに、ニーズを取り扱う：

- 聴覚障害
- 視覚障害